



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

EnAvoirPour  
**MesImpôts**

**2023**

**IMPÔT SUR LES  
REVENUS 2022**

Dossier de presse

L'IMPÔT S'ADAPTE  
À VOTRE  IE





# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	3
CALENDRIER 2023 DÉCLARATION DES REVENUS AVIS D'IMPÔT .....	5
LES CHIFFRES-CLÉS DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE .....	7
DIALOGUEZ AVEC NOUS .....	10
LES SUPPORTS DE COMMUNICATION .....	13
<b>FICHE 1</b>	
MESURES EN FAVEUR DU POUVOIR D'ACHAT .....	16
<b>FICHE 2</b>	
AVEC LA DÉCLARATION AUTOMATIQUE, VÉRIFIER C'EST DÉCLARER .....	18
<b>FICHE 3</b>	
LA DÉCLARATION EN LIGNE, MODE D'EMPLOI .....	21
<b>FICHE 4</b>	
POURQUOI DÉCLARER EN LIGNE ? .....	24
<b>FICHE 5</b>	
LA DÉCLARATION DE REVENUS EN MODE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE .....	28
<b>FICHE 6</b>	
COMPRENDRE SON AVIS D'IMPÔT SUR LES REVENUS .....	30
<b>FICHE 7</b>	
« GÉRER MES BIENS IMMOBILIERS » SUR <a href="https://impots.gouv.fr">IMPOTS.GOUV.FR</a> .....	32

## **FICHE 8**

**VOUS AVEZ ENGAGÉ DES FRAIS DE COVOITURAGE EN 2022 ? ..... 36**

## **FICHE 9**

**SERVICES À LA PERSONNE ..... 37**

## **FICHE 10**

**ÉLARGISSEMENT DE LA DÉCLARATION FUSIONNÉE À PLUS DE 800 000 PROFESSIONNELS  
..... 40**

## **FICHE 11**

**REVENUS DE L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE : RAPPEL DES OBLIGATIONS DES  
PLATEFORMES EN LIGNE ET DU MODE DE DECLARATION DE CES REVENUS ..... 44**

## **FICHE 12**

**QUELLES AUTRES DÉMARCHES POUVEZ-VOUS RÉALISER EN LIGNE ? ..... 47**

## **FICHE 13**

**NOUVEAU : GÉOLOCALISEZ-VOUS SUR L'APPLI IMPOTS.GOUV ..... 52**

## **FICHE 14**

**IMPOTS.GOUV.FR : LA SÉCURITE, NOTRE PRIORITÉ ..... 54**

## **FICHE 15**

**CONSULTER LES ERREURS LES PLUS FRÉQUENTES..... 55**

## **FICHE 16**

**AMÉNAGEMENT DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE POUR CERTAINS EMPLOYEURS ÉTABLIS  
HORS DE FRANCE (CF. ART. 3 DE LA LOI DE FINANCES POUR 2023) ..... 57**

## **FICHE 17**

**LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS FISCALES SUR LES REVENUS 2022 ..... 59**

## **FICHE 18**

**EN AVOIR POUR MES IMPÔTS ? ..... 62**

## CALENDRIER 2023

# DÉCLARATION DES REVENUS AVIS D'IMPÔT

La Direction générale des Finances publiques (DGFIP) présente le calendrier de la campagne de déclaration des revenus ainsi que le calendrier des dates de mise en ligne des avis d'impôt sur *impots.gouv.fr* (dans l'espace sécurisé « Particulier » de chaque usager) et de réception des avis par voie postale.

Les contribuables éligibles à la déclaration automatique (voir fiche 1) doivent vérifier les informations que l'administration fiscale leur a envoyées. Si celles-ci sont exactes et exhaustives, ils n'ont plus à déposer de déclaration de revenus : aucune action n'est nécessaire. Dans le cas contraire, il convient de compléter ou corriger la déclaration préremplie, en ligne ou au format papier.

## LE CALENDRIER DE DÉCLARATION DES REVENUS

Envoi des déclarations papier (uniquement pour les contribuables qui ont déclaré papier en 2021 ou 2022) <sup>1</sup>	À partir du 3 avril 2023 et jusqu'au 27 avril 2023 (selon conditions d'acheminement)	
Date d'ouverture du service de déclaration en ligne sur <i>impots.gouv.fr</i>	13 avril 2023	
Dates limites de souscription des déclarations en ligne	<b>Zone 1</b> (Départements n° 01 à 19 et non-résidents)	<b>25 mai 2023 à 23h59</b>
	<b>Zone 2</b> (Départements n° 20 à 54)	<b>1er juin 2023 à 23h59</b>
	<b>Zone 3</b> (Départements n° 55 à 974/976)	<b>8 juin 2023 à 23h59</b>

Pour les usagers ne pouvant pas déclarer en ligne, la date limite de dépôt des déclarations papier est fixée au **22 mai 2023** à 23h59 (y compris pour les résidents français à l'étranger), le cachet de La Poste faisant foi.

<sup>1</sup> Les usagers qui ont choisi la déclaration de revenus 100 % en ligne recevront un courriel les informant de l'ouverture du service.

## LE CALENDRIER DES AVIS D'IMPÔT

### À quelle date pourrez-vous prendre connaissance de votre avis d'impôt sur les revenus ?

Sauf cas particuliers, votre avis d'impôt sur les revenus sera disponible dans votre espace Particulier, selon votre situation, entre le 26 juillet et le 4 août 2023.

Le calendrier, détaillé ci-dessous et disponible sur *impots.gouv.fr*, distingue les dates de mise à disposition des avis en fonction de votre situation :

Votre calendrier	Votre avis arrivera dans votre espace Particulier	Si vous continuez de recevoir un avis papier, il arrivera
<b>Vous bénéficiez d'un remboursement</b>	Entre le 26 juillet et le 4 août 2023	Entre le 24 juillet et le 25 août 2023
<b>Vous n'avez (plus) aucun montant à payer</b>		Entre le 1 <sup>er</sup> août et le 30 août 2023
<b>Vous avez un montant à payer</b>	Entre le 28 juillet et le 4 août 2023	Entre le 28 juillet et le 22 août 2023

Si vous avez opté pour ne plus recevoir votre avis en format papier, vous serez averti par courriel de la mise à disposition de cet avis dans votre espace Particulier sur *impots.gouv.fr*.



## **LES CHIFFRES-CLÉS** **DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE**

### **COMPORTEMENT DES CONTRIBUABLES**

---

Plus de 6,1 millions d'actions ont été effectuées dans « Gérer mon prélèvement à la source » en 2022, dont 5,4 millions (90 %) directement par les usagers eux-mêmes, ce qui montre l'excellente appropriation du service.

Ces actions se décomposent de la façon suivante :

- **2,88 millions** de modifications de taux ou d'acomptes dont :
  - **192 185** créations ou augmentations d'un acompte
  - **348 360** suppressions d'un acompte
  - **1,5 million** de modulations à la hausse
  - **846 000** modulations à la baisse
- **698 700** modifications portant changement de situation de famille qui ont permis d'ajuster l'impôt en temps réel aux évolutions du foyer.

En rythme infra annuel, on constate un fort pic des actions pendant la campagne de déclaration des revenus (+ 120 % en avril par rapport au mois de mars), les usagers allant notamment moduler leur taux après avoir signé leur déclaration.

On observe également une assez forte affluence au moment de la campagne des avis après l'été (+ 60 % en septembre par rapport au mois de juillet), ce qui correspond à la période où les usagers vont enregistrer ou actualiser leurs coordonnées bancaires ou effectuer leurs modulations pour l'année suivante.

## BILAN DES ACTIONS EFFECTUÉES EN 2022 VIA LE SERVICE « GÉRER MON PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE »

Type d'évènement	Nombre de changements effectués par les usagers	Nombre de changements effectués par les agents	Total
Nouvelles coordonnées bancaires	882 943	365 855	1 248 798
Option trimestrialisation	32 308	177	32 485
Dés-option trimestrialisation	16 946	416	17 362
Individualisation du taux	520 466	6 611	527 077
Dés-individualisation du taux	274 975	2 962	277 937
Option confidentialité	34 404	220	34 624
Modification acompte de confidentialité	16 076	78	16 154
Dés-option confidentialité	30 586	1 657	32 243
Création d'un acompte	91 478	4 557	96 035
Augmentation d'un acompte	95 014	1 136	96 150
Suppression d'un acompte	319 655	28 706	348 361
Report d'un acompte	3 681	14	3 695
Modulation à la hausse	1 457 430	73 649	1 531 079
Modulation à la baisse	763 386	83 293	846 679
Naissance	270 542	5 203	275 745
Mariage avec option <sup>2</sup>	6 766	146	6 912
Mariage sans option <sup>2</sup>	62 278	4 730	67 008
Pacs avec option <sup>2</sup>	13 169	149	13 318
Pacs sans option <sup>2</sup>	103 516	3 641	107 157
Divorce	49 015	9 870	58 885
Rupture de pacs	33 803	2 558	36 361
Décès du conjoint	35 475	13 164	48 639
Mariage des partenaires de pacs	41 266	402	41 668
Confirmation du divorce	38 575	4 469	43 044
Créer un taux	-	55 693	55 693
Modification avance RICI	54 407	489	54 896
Renonciation avance RICI	155 119	3 264	158 383
Païement spontané	35 908	948	36 856
<b>Total</b>	<b>5 439 187</b>	<b>674 057</b>	<b>6 113 244</b>

<sup>2</sup> L'option correspond au maintien d'une imposition séparée des conjoints l'année du mariage ou du Pacs.



# AVANCE DE RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT VERSÉE EN DÉBUT D'ANNÉE

---

## Modulation ou suppression anticipée de l'avance de réductions/crédits d'impôt

Le montant de l'avance de 60 % de réductions ou crédits d'impôts récurrents<sup>3</sup> versée en début d'année est calculé sur la base de la dernière situation connue, donc celle de 2021 (revenus déclarés en 2022) pour l'avance reçue début 2023. Le calcul tient compte des éventuelles avances immédiates de crédit d'impôt en matière de services à la personne perçues en 2022 (cf. fiche 9 – Services à la personne).

Les usagers ont eu la possibilité de venir fin 2022 dans leur espace personnel sur le site *impots.gouv.fr* pour diminuer le montant de cette avance ou y renoncer, afin de ne pas avoir à la rembourser au moment de la régularisation de leur situation cet été suite à la réception de leur avis d'impôt, dans le cas où ils n'auraient pas engagé les mêmes dépenses en 2022 qu'en 2021.

Le bilan des actions effectuées à ce titre fin 2022 est le suivant :

- Modulations à la baisse effectuées par un agent à la demande de l'utilisateur : **489**
- Modulations à la baisse effectuées directement en ligne par les usagers : **54 407**
- Total des modulations : **54 896**
  
- Renonciations effectuées par un agent à la demande de l'utilisateur : **3 264**
- Renonciations effectuées directement en ligne par les usagers : **155 119**
- Total des renonciations : **158 383**

Ces modulations de l'avance RICI ont été réalisées à près de **98 %** directement par les usagers et restent globalement stables en volume (213 279 contre 204 607 en 2021).

## VERSEMENT DE L'AVANCE DE REDUCTIONS/CREDITS D'IMPOT

---

En janvier 2023, **9 millions de foyers fiscaux** ont bénéficié du versement de l'avance de 60 % pour un montant total de 5,6 Md€ d'euros, soit un **montant moyen de 624 €**.

Le nombre de contribuables concernés chaque année ainsi que les montants versés s'avèrent relativement stables dans le temps :

En janvier 2019, **8,8 millions de contribuables** avaient bénéficié d'une avance de 60 % pour un montant 5,5 Md€ d'euros et un **montant moyen de 627 €**.

En janvier 2020, **8,8 millions de foyers fiscaux** ont bénéficié de cette avance de 60 % pour un montant total de 5,5 Md€ d'euros et un **montant moyen de 628 €**.

En janvier 2021, **8,5 millions de foyers fiscaux** ont bénéficié de cette avance de 60 % pour un montant total de 5,5 Md€ d'euros et un **montant moyen de 640 €**.

En janvier 2022, **8,7 millions de foyers fiscaux** ont bénéficié de cette avance de 60 % pour un montant total de 5,7 Md€ d'euros et un **montant moyen de 606 €**.

---

<sup>3</sup> Dons, cotisations syndicales, service à la personne, frais de garde des jeunes enfants, hébergement en Ehpad, investissements locatifs.



## DIALOGUEZ AVEC NOUS

Dans le cadre de son offre de service multicanal, la DGFIP développe et renforce ses services à distance depuis plusieurs années. Elle propose ainsi des échanges par courriels grâce à la messagerie sécurisée accessible sur *impots.gouv.fr*, des renseignements par téléphone sur des horaires étendus, ainsi qu'une offre de rendez-vous à distance.

Simple et accessible, ces modalités de contact permettent de dialoguer avec la DGFIP en toute sécurité tout en obtenant des prestations à distance de qualité identique à celles reçues lors d'une visite sur place.

Vous pouvez également, si vous le souhaitez, vous rendre aux guichets des services de proximité ou dans les France service pour bénéficier d'un accueil physique.

## COMMENT OBTENIR DE L'AIDE POUR REMPLIR MA DÉCLARATION DE REVENUS ?

---

### Par téléphone :

Vous pouvez composer le **0 809 401 401** (numéro national d'assistance ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 19h00, heures de métropole). Les agents des Finances publiques sont là pour répondre à vos questions. Ils peuvent également vous guider dans la réalisation de votre déclaration en ligne à l'aide d'un outil de partage d'écran.

Il est également possible de prendre un rendez-vous téléphonique avec nos services si vous souhaitez disposer d'un créneau dédié pour aborder une question complexe. Les rendez-vous peuvent être pris sur le site *impots.gouv.fr* (bouton « Contact et RDV » depuis votre espace particulier ou en haut de la page d'accueil) ou bien par téléphone. Les rendez-vous se déroulent par téléphone ou, en cas de besoin, sur place dans votre centre des Finances publiques ou éventuellement dans un point d'accueil de proximité comme une Maison France Services.

### Par messagerie sécurisée :

La messagerie sécurisée est accessible à partir de votre espace particulier sur *impots.gouv.fr*.

Elle vous permet de communiquer de manière personnalisée avec l'administration fiscale, en toute sécurité, pour poser une question, signaler une difficulté, indiquer un changement de situation ou transmettre toute information utile à votre service gestionnaire.

## LE NOUVEAU RÉSEAU DE PROXIMITÉ

---



La DGFIP s'est transformée avec la mise en place de son nouveau réseau de proximité (NRP) : <https://www.data.economie.gouv.fr/pages/annuaire-des-services-dgfiip/>.

Ce nouveau réseau a pour objectif de renforcer la présence de la DGFIP dans les territoires, au plus près de ses usagers.

Ainsi, afin de mieux répondre aux besoins de proximité des usagers, notamment dans les territoires ruraux, mais aussi dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, la DGFIP multiplie ses points de contacts de proximité.

Au-delà de l'accueil traditionnel dans les centres des Finances publiques, les usagers peuvent également être reçus :

- dans les structures labellisées France Services ;
- dans les permanences « Finances Publiques » assurées par des agents des Finances publiques dans des mairies ou d'autres tiers lieux (selon les cas, avec ou sans rendez-vous et sur place ou par visioconférence). Les agents des Finances publiques, dotés de tous les outils nécessaires, pourront répondre à toutes les questions des usagers grâce à un accès distant à leur dossier.

**Attention appelée** : aucune déclaration papier ne pourra être déposée dans les France Services. Les déclarations papier devront donc être adressées au service compétent, dont l'adresse figure sur la déclaration pré-remplie ou dans la rubrique « Contact et RDV » du site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

La DGFIP a également conclu un partenariat avec le réseau des buralistes pour permettre le paiement en espèces et par carte bancaire d'un grand nombre d'impositions des particuliers et des professionnels, ainsi que de produits locaux et hospitaliers et des amendes, sur des plages horaires très étendues et au plus près des usagers.

Au 1<sup>er</sup> février 2023, le dispositif du paiement de proximité reposait sur 14 307 commerçants répartis sur 7 096 communes. Ainsi, depuis la mise en place du dispositif en juillet 2020, plus de 794 000 paiements de proximité (hors produits hospitaliers et amendes) ont été effectués pour le compte de la DGFIP auprès du réseau des buralistes pour un montant de près de 100 millions d'euros, signe que ce mode de paiement est pratique et accessible pour les usagers.

Ainsi réorganisée, la DGFIP est encore plus accessible, partout et pour le plus grand nombre.



En complément de l'accueil directement par le réseau des Finances publiques, le réseau « France Services » permet d'offrir aux usagers un accueil dans un lieu unique proche de chez eux, par des personnes formées qui les accompagnent dans leurs démarches administratives du quotidien.

L'objectif est de doter chaque canton d'au moins une structure : au 1<sup>er</sup> mars 2023, 2 558 France Services, structures fixes ou parfois bus itinérants, étaient ainsi labellisées.

La DGFIP est l'un des 9 partenaires nationaux présents dans toutes les France Services du territoire. Elle participe à la formation des animateurs de ces structures afin de garantir la mise à jour régulière de leurs compétences.

Les France Services offrent ainsi aux usagers particuliers de la DGFIP, notamment aux personnes peu à l'aise avec les outils numériques, un premier niveau d'accueil pour leurs questions portant sur la fiscalité, les amendes ou les factures des services publics locaux. Elles peuvent ainsi les renseigner et les guider dans leurs démarches, en ligne ou papier, et si nécessaire, les orienter vers le service de la DGFIP le plus à même de traiter leur demande au fond.

Grâce à cette nouvelle organisation, le service fiscal aux particuliers est plus présent dans les territoires afin de mieux répondre aux besoins des usagers. Au total, la DGFIP sera présente d'ici 2024 dans près de 3 000 communes, soit 50 % de points de contacts en plus par rapport à la situation initiale.

Le nouveau réseau de proximité et France Services, des nouveaux modèles d'accès aux services publics pour les Français.

# LES SUPPORTS DE COMMUNICATION

## AFFICHES

**COMMENT DÉCLARER VOS REVENUS EN 2023 ?**

Sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), c'est pratique : de n'importe quel endroit et sans contraintes horaires, vous pouvez revenir sur votre déclaration autant de fois que vous le voulez (en cas d'erreur ou d'oubli)

Avec la déclaration automatique, si tout est exact et que vous n'avez rien à modifier, il suffit de vérifier et c'est déclaré.

**L'IMPÔT S'ADAPTE À VOTRE VIE**

France services | 0 809 401 401 Service gratuit \* prix appel | [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

**QUAND DÉCLARER VOS REVENUS EN 2023 ?**

Dates limites de déclaration en ligne selon votre zone

Zone 1	Zone 2	Zone 3
Jeudi 25 mai départements 01 à 19 et non-résidents	Jeudi 1 <sup>er</sup> juin départements 20 à 54	Jeudi 8 juin départements 55 à 976

Date limite de dépôt des déclarations papier\* : lundi 22 mai

**L'IMPÔT S'ADAPTE À VOTRE VIE**

France services | 0 809 401 401 Service gratuit \* prix appel | [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

## BANNIÈRES RESEAUX SOCIAUX

**CRÉDIT D'IMPÔT EMPLOI À DOMICILE : DOIS-JE REMPLIR UNE DÉCLARATION ?**

**OUI :**

Il s'agit de la déclaration complémentaire **2042RICI**

[impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

0 809 401 401 Service gratuit \* prix appel

**L'IMPÔT S'ADAPTE À VOTRE VIE**

MES HEURES SUPP,  
JOURS DE RRT,  
REPOS MONÉTISÉS...  
SONT-ILS EXONÉRÉS ?



OUI :

à hauteur  
de **7500 €**



impots.gouv.fr

0 809 401 401 Service gratuit  
+ prix appel

L'IMPÔT S'ADAPTE  
À VOTRE IE



MON CRÉDIT  
D'IMPÔT POUR  
LES FRAIS DE GARDE  
DE MES ENFANTS  
DE MOINS DE 6 ANS  
EST-IL REVALORISÉ ?



OUI :

Le plafond du crédit  
d'impôt est revalorisé  
de **600 € par enfant**



impots.gouv.fr

0 809 401 401 Service gratuit  
+ prix appel

L'IMPÔT S'ADAPTE  
À VOTRE IE



EST-CE QUE  
MES POURBOIRES  
SONT IMPOSABLES ?



NON :

Ils sont exonérés  
si ma rémunération  
**ne dépasse  
pas 1,6 Smic**



impots.gouv.fr

0 809 401 401 Service gratuit  
+ prix appel

L'IMPÔT S'ADAPTE  
À VOTRE IE



MES FRAIS  
DE COVOITURAGE  
POUR MES TRAJETS  
DOMICILE-TRAVAIL  
SONT-ILS  
DÉDUCTIBLES ?



OUI :

Je peux les **déduire**  
de mes revenus  
**si j'ai opté pour  
les frais réels**



impots.gouv.fr

0 809 401 401 Service gratuit  
+ prix appel

L'IMPÔT S'ADAPTE  
À VOTRE IE



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Finances Publiques

**AVEC IMPOTS.GOUV.FR**

Plus besoin de me déplacer, je fais toutes mes démarches en ligne

L'IMPÔT S'ADAPTE À VOTRE VIE

Nos agents vous renseignent 0 809 401 401

**À PARTIR DE MON ESPACE PARTICULIER, je peux :**

- Déclarer mes revenus et corriger ma déclaration de revenus
- Gérer mon prélèvement à la source et signaler mes changements de situation personnelle
- Payer mes impôts
- Consulter mes avis d'impôt (impôt sur les revenus, taxe d'habitation, taxe foncière)
- Gérer mes contrats de prélèvement mensuel ou à l'échéance
- Demander de l'aide à AMI mon assistant virtuel
- Poser mes questions via la messagerie sécurisée
- Prendre rendez-vous avec un agent des Finances publiques

**LA DÉCLARATION EN LIGNE c'est :**

**PLUS DE SIMPLICITÉ**

- Informations pré-remplies, aide à la saisie, report automatique des éléments déclarés des déclarations annexes sur la déclaration principale.
- Prise en compte des changements de situation de famille signalés sur le service « Gérer mon prélèvement à la source » (arrivée d'un enfant, mariage, PACS, divorce).

**PLUS DE SÉCURITÉ ET DE VISIBILITÉ**

- Je reçois un courriel de confirmation et un avis de situation déclarative une fois ma déclaration validée.
- J'ai la possibilité de corriger ma déclaration même après sa signature.
- Je connais immédiatement le montant de l'impôt qu'il me restera à payer ou de la somme qui me sera remboursée, lors de la parution de mon avis d'impôt, à l'été.

**BON À SAVOIR**

Désormais, ma déclaration automatique est aussi disponible dans l'application Impots.gouv !

Il me suffit de vérifier « tout est bon » et « je suis déclaré ! »

Si je dois compléter ou modifier certaines informations (revenus, changement d'adresse, réduction ou crédit d'impôt...) je me redirige vers le site Impots.gouv.fr pour déclarer en ligne.

**LA MESSAGERIE SÉCURISÉE**

**AVEC MA MESSAGERIE SÉCURISÉE DISPONIBLE 7J/7, JE PEUX À TOUT MOMENT :**

- Transmettre une information à mon service gestionnaire.
- Poser une question sur ma situation fiscale personnelle.
- Faire une réclamation en ligne.

**RETROUVEZ AMI, votre nouvel assistant virtuel !**

**À PARTIR DE LA PAGE D'ACCUEIL DE MA MESSAGERIE SÉCURISÉE, AMI ME PERMETTRA :**

- D'être orienté vers le bon formulaire pour rédiger ma demande.
- D'accéder à mes documents fiscaux (déclaration, avis...) sans avoir besoin de retourner dans mon espace personnel.
- De répondre à des questions simples sur l'actualité fiscale.

**GÉRER MON PRÉLEVEMENT**

**À PARTIR DU SERVICE « GÉRER MON PRÉLEVEMENT À LA SOURCE », JE PEUX À TOUT MOMENT :**

- Signaler un changement de situation (naissance, mariage, PACS, divorce...)
- Actualiser mon taux suite à une hausse ou une baisse de (mes) revenus.
- Modifier mes coordonnées bancaires.
- Gérer mes comptes (travailleurs indépendants, revenus fonciers, pensions alimentaires).
- Gérer mon avance de réductions et crédits d'impôt pour éviter d'avoir à rembourser le montant perçu en trop en janvier.
- Consulter l'historique de tous les prélèvements qui ont été effectués, par mes collecteurs (employeurs, caisses de retraite...) ou par l'administration fiscale (acomptes).
- Signaler un événement le plus tôt possible pour obtenir un taux de prélèvement à la source et un impôt adaptés à ma nouvelle situation.

**MON AVIS D'IMPÔT**

**PLUS BESOIN DE ME DÉPLACER, JE PEUX TÉLÉCHARGER MON AVIS D'IMPÔT ET L'IMPRIMER À TOUT MOMENT.**

**LE PAIEMENT en ligne**

**J'AI LA POSSIBILITÉ DE SOUSCRIRE À DES FORMULES SOUPLES DE PRÉLEVEMENT**

Je me munis des coordonnées bancaires de mon compte à débiter (RIB) et je complète le formulaire en ligne. La procédure est sécurisée de bout en bout.

Pour mes impôts locaux, je peux souscrire un contrat de prélèvement, pour être prélevé mensuellement ou à l'échéance en une seule fois.

**LA PRISE DE RENDEZ-VOUS en ligne**

**FINI LES FILES D'ATTENTE OU LES DÉPLACEMENTS INUTILES**

Je peux prendre rendez-vous en ligne depuis la rubrique « Contact » du site Impots.gouv.fr ou depuis l'espace particulier, (mes coordonnées sont pré-remplies) afin d'être rappelé au téléphone ou, si besoin, reçu au guichet par un agent des Finances publiques.

Retrouvez la DGFIP sur

Direction générale des Finances publiques  
Mars 2023

## MESURES EN FAVEUR DU POUVOIR D'ACHAT

Dans le cadre des mesures prises par le Gouvernement en faveur de la défense du pouvoir d'achat des Français, plusieurs réformes votées dans la loi de finances rectificatives 2022 ou dans la loi de finances pour 2023 sont mises en œuvre au plan fiscal lors de cette campagne.

On peut notamment citer (pour plus de détails, cf. fiche 17 – Les principales nouveautés fiscales sur les revenus 2022) :

- la **suppression définitive en 2023 de la taxe d'habitation sur la résidence principale et, dès 2022, de la contribution à l'audiovisuel public** ;
- la mise en œuvre de la **prime de partage de la valeur (PPV)**, mise en place depuis juillet 2022.

À noter que le pré-remplissage de la PPV n'étant pas encore possible cette année, un **ajustement du format de la déclaration de revenus a été réalisé pour permettre aux usagers de la déclarer** (cf. ci-dessous). Les montants à reporter sur la déclaration de revenus figurent sur les bulletins de salaire des mois concernés, et éventuellement l'attestation fiscale annuelle de l'employeur. En cas de doute, il convient de se rapprocher de son employeur (service RH) ;

Heures supplémentaires et jours RTT exonérés .....			
Corrigez si le montant est inexact .....	1GH	1HH	1IH
Pourboires exonérés .....	1PB	1PC	1PD
Prime de partage de la valeur exonérée .....	1AD	1BD	1CD
En cas de majoration du seuil d'exonération .....	1AV COCHEZ <input type="checkbox"/>	1BV COCHEZ <input type="checkbox"/>	1CV COCHEZ <input type="checkbox"/>

- l'exonération, à titre exceptionnel, des pourboires en 2022 et 2023** (montants à déclarer dans la case prévue à cet effet introduite cette année et présentée ci-dessus) ;
- l'augmentation du plafond annuel des heures supplémentaires ou complémentaires exonérées**, porté de 5 000 € à 7 500 € ;
- pour les salariés des entreprises du secteur privé y compris les professions agricoles, quelle que soit la taille de l'entreprise, **l'exonération, à titre temporaire, d'impôt pour les revenus issus de la monétisation des jours de repos ou de RTT acquis du 1<sup>er</sup> janvier 2022 au 31 décembre 2025**, dans la limite de 7 500 € ;
- l'augmentation du plafond de dépenses du crédit d'impôt pour frais de garde des enfants de moins de 6 ans** de 2 300 € à 3 500 € par enfant ;



- après **la ristourne à la pompe et l'indemnité carburant, le barème kilométrique pris en compte pour la déclaration des frais réels est revalorisé cette année de 5,4 %**. Cette revalorisation permet de tenir compte de l'inflation et de la forte augmentation des prix du carburant supportée en cas d'utilisation du véhicule pour l'exercice de l'activité professionnelle.

Il est possible d'estimer le montant de ses frais réels lors de la déclaration des revenus 2022 en utilisant le simulateur dédié au calcul des frais kilométriques sur *impots.gouv.fr* et en y ajoutant ses autres frais exposés à titre professionnel.

Le recours à la déduction des frais réels est plus intéressant pour le calcul de l'impôt sur les revenus lorsque le montant de ces frais est supérieur à celui de la déduction forfaitaire de 10 %.

Les usagers doivent être en mesure de justifier de la distance parcourue à titre professionnel en cas de contrôle.

Cela étant si vous optez pour les frais réels alors que la déduction forfaitaire vous est plus favorable, cette dernière vous sera appliquée automatiquement.

Il est précisé que ce barème kilométrique sert également de référence pour la fixation du montant des indemnités forfaitaires kilométriques versées par les employeurs à leurs salariés qui utilisent leur véhicule personnel pour des déplacements professionnels et au-delà si leur montant est justifié ;

- **L'exonération d'impôt sur les revenus est maintenue pour les allocations versées par l'employeur couvrant les frais de télétravail** (qui peuvent prendre la forme d'indemnités, de remboursements forfaitaires ou encore de remboursements de frais réels).

Elles sont exonérées dans la limite de 2,50 € par jour de télétravail, soit une exonération de 55 € pour un mois comprenant 22 jours de télétravail. En tout état de cause, l'allocation spéciale forfaitaire sera présumée exonérée dans la limite annuelle de 580 €.

Ces plafonds ont été revalorisés par rapport à 2021, et sont identiques à ceux appliqués par la sécurité sociale pour les exonérations de cotisations sociales.

## **AVEC LA DÉCLARATION AUTOMATIQUE, VÉRIFIER C'EST DÉCLARER**

La déclaration automatique permet de valider la déclaration de revenus par une simple vérification des éléments détenus et transmis par la DGFIP.

L'année dernière, **10,8 millions d'usagers** ont profité de la déclaration automatique dont le champ a été étendu.

### **QUI EST ÉLIGIBLE ?**

---

#### Sont concernés par la déclaration automatique les usagers qui :

- ont été taxés en 2022 sur les revenus 2021 uniquement sur des catégories de revenus pré-remplissables (soit presque tous les revenus notamment salaires, pensions, à l'exception des revenus fonciers ou des revenus des travailleurs indépendants - bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux, bénéfices agricoles - et les pensions alimentaires) ;
- n'ont pas signalé en 2022 une modification de leur foyer fiscal ou de nouveaux types de revenus, comme :
  - un changement d'adresse,
  - un changement de situation de famille (mariage ou pacs, divorce ou rupture de pacs, décès),
  - une création d'acompte de prélèvement à la source (en cas de démarrage d'une activité de profession indépendante ou de nouvelle perception de revenus fonciers par exemple).

Ces modifications ne peuvent en effet pour le moment pas être retracées dans les déclarations de revenus pré-remplies des usagers concernés.

En revanche, la déclaration automatique tient compte :

- des signalements en 2022 par les usagers d'une naissance ou d'une adoption, dans leur espace particulier via le service « Gérer mon prélèvement à la source » sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ;
- de l'option en 2022 pour l'imposition au barème de leurs revenus de capitaux mobiliers (rubrique « 2OP » de la déclaration) : les usagers voient cette option reconduite sans action de leur part, ils pourront bien entendu au besoin revenir sur ce choix en modifiant leur déclaration.

**À compter de 2023, les usagers qui avaient déclaré des dépenses pour l'emploi d'un salarié à domicile lors du dépôt de leur déclaration de revenus 2021, ne seront plus éligibles à la déclaration automatique.** En application de la loi de finances pour 2023, ils devront en effet déposer une déclaration de revenus en renseignant la nature de l'activité pour laquelle le bénéfice du crédit d'impôt est demandé, ainsi que le montant correspondant. Cette formalité permettra un meilleur suivi de la ventilation des dépenses fiscales correspondantes par nature d'activité.

De manière générale, les usagers qui ont déclaré certains régimes spécifiques l'année dernière (journalistes, assistants maternels, non-résidents...) restent exclus du périmètre de la déclaration automatique.


**Les usagers qui étaient éligibles à la déclaration automatique en 2022 mais qui ne le seront plus en 2023 seront informés qu'ils doivent déposer cette année une déclaration de revenus :**

- par courriel (mi-avril) s'ils ont opté pour ne plus recevoir de déclaration au format papier ;
- par un message spécifique sur leur déclaration s'ils n'ont pas opté.

## **COMMENT ÇA MARCHE ?**

---

**Les usagers éligibles à la déclaration automatique disposeront, à compter du 13 avril 2023, dans leur espace particulier sur *impots.gouv.fr*, d'un document avec les informations connues de l'administration pour leurs revenus et charges de 2022.**



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**  
Ehoni  
Ehoni  
Ehoni

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## MA DÉCLARATION AUTOMATIQUE (REVENUS 2022)

### VOTRE FOYER

ÉTAT CIVIL

RETI LOUIS  
Né RETI  
Date et lieu : 26/06/1998, RENNES (35)  
n° fiscal : 12 34 567 890 123 C

Vous êtes célibataire

PERSONNES À CHARGE  
ET SITUATIONS PARTICULIÈRES

Vous n'avez pas d'enfant ni de personne à charge

### la déclaration automatique comment ça marche ?

- 1 Vérifiez toutes les données
  - il ne doit rien manquer
  - l'ensemble des informations doit être correct (état civil, personnes à charge, adresse, coordonnées bancaires, revenus)
- 2 si tout est correct et complet, vous n'avez rien à faire

Sinon : [Déclarer en ligne](#)

dans votre espace particulier d'impôts.gouv.fr

Si vous avez utilisé FranceConnect pour accéder à votre espace particulier, cliquez [ici](#) pour déclarer en ligne

Retrouvez la notice détaillée de ce document sur [impots.gouv.fr](#)

### VOTRE ADRESSE

AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023 366 RUE DES CAMELIAS  
91150 ETAMPES

*Si vous avez déménagé en 2022, vous devez déposer une déclaration en indiquant votre adresse au 1er janvier 2023. Si vous avez déménagé après le 1er janvier 2023, vous devez uniquement déclarer votre nouvelle adresse dans votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](#).*

### VOS COORDONNÉES BANCAIRES

IBAN : FR98 1234 1234 XXXX XXX4 123  
BIC : STYLONOIR

*Si vous souhaitez juste modifier vos coordonnées bancaires, vous pouvez le faire à tout moment dans votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](#), rubrique « Gérer mon prélèvement à la source ».*

S'ils ont opté pour ne plus recevoir la déclaration de revenus papier, ils recevront un mail leur annonçant la mise à disposition de ce document dans leur espace particulier. A défaut, ils recevront par courrier postal, courant avril 2023, leur déclaration de revenus « automatique ».

### Les usagers éligibles doivent vérifier toutes les informations présentées sur ce document :

- si toutes les informations sont correctes et complètes : aucune action n'est nécessaire, la déclaration de revenus sera automatiquement validée et prise en compte par l'administration fiscale ;
- **si certains éléments doivent être complétés ou modifiés** (adresse, situation de famille ou composition du foyer fiscal, montant des revenus et charges, réductions/crédits d'impôt, option pour l'imposition au barème des revenus de capitaux mobiliers...), **une déclaration doit alors être déposée. Il suffit de cliquer sur le bouton « déclarer en ligne » depuis votre déclaration automatique dématérialisée au sein de votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](#), ou de compléter la déclaration papier et de la renvoyer.**

**Attention : Cette réforme du mode déclaratif ne remet pas en cause la responsabilité de l'utilisateur face à l'acte déclaratif : il lui incombe toujours de vérifier les éléments contenus dans sa déclaration et de les modifier si besoin.**

## LA DÉCLARATION EN LIGNE, MODE D'EMPLOI

### COMMENT VOUS CONNECTER POUR EFFECTUER VOTRE DÉCLARATION EN LIGNE ?

---

#### Via [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr)

Chaque contribuable dispose sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) d'un espace sécurisé dans lequel il peut effectuer en ligne toutes ses démarches fiscales courantes **sans avoir à se déplacer** : c'est l'espace « particulier » d'[impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

Cet espace vous permet de consulter votre situation fiscale et d'accéder à l'ensemble des services en ligne en toute sécurité.

La déclaration en ligne, comme l'ensemble des services en ligne, est accessible depuis l'espace particulier.

**Rappel : Si votre résidence principale est équipée d'un accès à internet, votre déclaration de revenus doit être réalisée en ligne. Toutefois, si vous estimez ne pas être en mesure de le faire, vous pouvez continuer à utiliser une déclaration papier.**

**Pour créer votre espace particulier vous devez saisir les 3 identifiants suivants (sauf cas particuliers) ou utiliser FranceConnect :**

- votre numéro fiscal ;
- votre numéro d'accès en ligne ;
- votre revenu fiscal de référence.

#### Où trouver vos 3 identifiants ?

- Votre numéro fiscal est composé de 13 chiffres et est individuel : chaque membre d'un couple possède son propre numéro fiscal. Il figure en haut de la première page de votre dernière déclaration de revenus. Il se trouve aussi sur votre dernier avis d'impôt ;
- Votre numéro d'accès en ligne est composé de 7 chiffres et est commun aux deux membres d'un couple au sein d'un foyer fiscal. Il figure en haut de la première page de votre dernière déclaration de revenus papier reçue ;
- Le revenu fiscal de référence est également commun aux deux membres d'un couple au sein d'un foyer fiscal. Il se trouve dans le cadre « Vos références » de votre dernier avis d'impôt sur le revenu.

**Cas particulier :** Vous avez 20 ans ou plus, étiez rattaché au foyer fiscal de vos parents l'année précédente ? Vous avez dû recevoir un courrier spécifique vous indiquant vos 3 identifiants pour créer votre propre espace particulier sur *impots.gouv.fr* et déclarer en ligne. Si vous ne le retrouvez plus, contactez votre centre des Finances publiques. Vous pourrez alors effectuer votre première déclaration de revenus par internet.

Une fois votre espace particulier créé, seuls votre numéro fiscal et votre mot de passe seront nécessaires pour vous connecter.

### Renforcement de la sécurité de votre espace particulier

La sécurité de l'espace particulier est renforcée grâce à l'envoi d'un code à usage unique adressé par SMS lorsque vous avez oublié votre numéro fiscal, que vous souhaitez modifier votre adresse électronique, renouveler votre mot de passe ou changer les coordonnées bancaires que vous avez communiquées à l'administration fiscale.

Pour en bénéficier, vous devez simplement renseigner et valider votre numéro de téléphone portable dans votre espace. Si vous ne l'avez pas déjà fait, une fenêtre d'information s'affiche dès votre connexion à votre espace particulier et vous guide pour effectuer cette démarche.

L'adresse électronique renseignée dans votre espace est un lien indispensable entre l'administration et vous, notamment pour vous indiquer que de nouveaux documents sont disponibles dans votre espace particulier. Si elle n'est plus valide, une fenêtre d'information vous prévient dès l'ouverture de votre espace et vous guide vers la page où vous pouvez la modifier.

### Via FranceConnect

Pour accéder à votre espace personnel sur *impots.gouv.fr*, vous pouvez aussi vous identifier grâce à FranceConnect.



FranceConnect permet à chaque particulier de se connecter aux différents services en ligne d'administrations publiques proposant l'icône sur leur site en utilisant indifféremment une des « identités numériques » partenaires :

- *impots.gouv.fr*
- L'Identité Numérique La Poste
- MobileConnect et moi (pour s'identifier à l'aide de son téléphone portable – uniquement disponible sur le réseau Orange à ce jour)
- msa.fr, le site de la Mutualité sociale agricole
- YRIS (service de vérification de l'identité numérique certifié par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, ANSSI).

### Le mode opératoire est simple :

Vous cliquez sur l'icône FranceConnect sur la page d'accès à l'espace particulier. Puis vous choisissez de vous identifier avec le compte de votre choix.

Vous serez alors automatiquement reconnu sur *impots.gouv.fr* et vous pourrez effectuer votre démarche en ligne en toute sécurité.

Si vous n'avez pas encore créé votre espace personnel sur *impots.gouv.fr*, vous pourrez le faire lors de la première connexion, de manière simplifiée, en saisissant uniquement une adresse électronique et en choisissant un mot de passe.

## POURQUOI DÉCLARER EN LIGNE ?

En 2022, ce sont près 88,6 % des foyers fiscaux (soit 34,5 millions de foyers fiscaux) qui ont déclaré leurs revenus 2021 en ligne ou de manière automatique.

Vous pouvez déclarer vos revenus en ligne **dès le 13 avril 2023**.

- **C'est simple** : votre déclaration est personnalisée en fonction des rubriques et annexes que vous avez l'habitude de remplir et vous obtenez immédiatement le montant de votre impôt.
- **C'est souple** : vous avez des délais supplémentaires et vous pouvez corriger autant de fois que vous le souhaitez jusqu'à la date limite.
- **C'est sécurisé** : vous recevez un courriel de confirmation et un accusé de réception est disponible à tout moment dans votre espace.

Et cela emporte d'autres avantages encore :

- **vous obtenez immédiatement le montant de votre impôt**, ainsi que le montant de votre nouveau taux de prélèvement à la source et de vos éventuels acomptes contemporains applicables à compter de septembre 2023<sup>4</sup>. Si vous bénéficiez d'un remboursement, vous connaissez immédiatement le montant de la restitution qui vous sera versée à l'été 2023 ;
- **vous disposez dès la fin de votre déclaration d'un Avis de Situation Déclarative à l'Impôt sur le Revenu (ASDIR)** vous permettant de justifier immédiatement de vos revenus et charges pour vos démarches auprès de tiers (banques, bailleurs, administrations ...) ;
- **vous pouvez mettre à jour vos coordonnées bancaires (RIB)** au moment de votre déclaration<sup>5</sup> pour permettre toutes les opérations de prélèvement et de restitution relatives à votre impôt sur le revenu (y compris le versement annuel de l'avance de réductions et crédits d'impôt si vous en bénéficiez) ;

---

<sup>4</sup> À noter : si, en dehors de votre déclaration de revenus, vous avez actualisé votre taux de prélèvement à la source ou avez modifié votre situation de famille depuis le début de l'année, votre actuel taux de prélèvement restera valable jusqu'au 31 décembre 2023. Le taux issu de votre déclaration de revenus ne s'appliquera qu'à compter du 1er janvier 2024.

<sup>5</sup> La sécurité de la mise à jour des coordonnées bancaires est renforcée cette année grâce à l'envoi d'un code à usage unique adressé par SMS pour les usagers ayant communiqué préalablement leur numéro de téléphone mobile à l'administration fiscale.



- si vous avez signalé préalablement un changement de situation de famille ou une naissance dans le service « Gérer mon prélèvement à la source », **les informations signalées sont automatiquement reprises** : vous n'avez plus qu'à les confirmer ;
- **vous pouvez gérer vos options de prélèvement à la source** : un lien direct vers le service « Gérer mon prélèvement à la source » vous sera proposé une fois votre déclaration validée, avec l'ensemble des fonctionnalités offertes (individualisation du taux, trimestrialisation des acomptes, actualisation du taux en fonction des revenus contemporains, signalement d'un changement de situation de famille 2023...) ;
- **pour les travailleurs indépendants**, le parcours fiscal-social unifié simplifie les démarches administratives, en remplaçant deux déclarations de revenus distinctes auprès des administrations sociales et fiscales par une seule procédure dématérialisée. **En 2022, 1,4 million d'indépendants a pu profiter de ce service** ;
- **les abattements forfaitaires pour les assistants maternels/familiaux ou les journalistes peuvent être déclarés de manière plus détaillée en regard de chaque employeur.**

Les abattements sont individualisés par employeur de manière plus précise afin d'en faciliter la déclaration. En cas de pluralité d'employeurs, la somme des abattements est ensuite automatiquement agrégée dans la case dédiée.

- **les acomptes contemporains de prélèvements à la source, impôt sur le revenu ou prélèvements sociaux, des personnes majeures rattachées sont automatiquement préremplis sur la déclaration du foyer fiscal de rattachement.**

## LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS DE LA DÉCLARATION EN LIGNE CETTE ANNÉE

---


- **Élargissement de la déclaration fiscale et sociale fusionnée à 800 000 travailleurs indépendants supplémentaires** : deux nouvelles catégories de population sont désormais éligibles à la déclaration fusionnée des démarches fiscales et sociales : les praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés et les agriculteurs (cf. Fiche 10 - « Élargissement de la déclaration fusionnée à plus de 800 000 professionnels »). Ces indépendants pourront ainsi désormais également faire leur déclaration sociale en même temps que leur déclaration de revenus ;
- **Indication du détail des dépenses éligibles au crédit d'impôt services à la personne.**

Jusqu'à la campagne précédente, dans la rubrique des services à la personne, les cases 7DB (dépenses d'emploi à domicile) et 7DR (aides perçues) étaient préremplies et le détail (identité des salariés et montants) était affiché dans un encadré au-dessus de la zone 7DB.

Cet encadré est supprimé. Les zones 7DB et 7DR ne sont plus accessibles directement à la saisie mais en cliquant sur le crayon à droite des zones (sur le même principe que pour les salaires par exemple).

En effet, dans le souci d'un meilleur suivi de ces dépenses et en application de la loi de finances pour 2023, il est demandé à l'utilisateur d'indiquer la nature des services à la personne auxquels il a eu recours en 2022.

Services à la personne : emploi à domicile  
- Dépenses d'emploi à domicile  
- Aides perçues pour l'emploi à domicile (APA, PCH, CESA préfinancé ...)  
- Avance de crédit d'impôt déjà perçue

7DB 790  
7DR  
Veuillez apporter des précisions en cliquant sur l'icône  située à droite de la case

Le clic sur l'icône crayon ouvre une fenêtre permettant d'indiquer un type de dépense, le montant de la dépense et éventuellement le montant de l'aide perçue.

Le menu déroulant propose le choix parmi 27 types de dépenses (exemple : garde d'enfants, entretien de la maison et travaux ménagers...). Il est possible de choisir plusieurs fois le même type de dépense sur plusieurs lignes de la même fenêtre. Il est possible de déclarer jusqu'à 50 lignes au sein de cette fenêtre.

Pour valider l'écran, les 3 premières colonnes sont obligatoires.

Traitements et salaires connus

Services à la personne : emploi à domicile (7DB) et aides perçues (7DR)

Identité des salariés ou de l'entreprise	Type de dépense	Montant de la dépense	Montant de l'aide perçue
<input type="text"/>	-- Type de dépense --	<input type="text"/>	<input type="text"/>

TOTAL du montant qui sera reporté :
7DB 
7DR

Ajouter une ligne

Les zones grisées 7DB et 7DR qui apparaissent sous la dernière ligne affichent en temps réel le total de la colonne qui se trouve au-dessus. Suite à la validation de la fenêtre, ces montants seront reportés sur la déclaration dans les zones correspondantes.

Lors du passage à l'écran suivant, si la fenêtre n'a toujours pas été complétée par l'utilisateur, celle-ci s'ouvrira automatiquement afin que les informations manquantes soient obligatoirement ajoutées.

**Rappel de l'obligation pour les propriétaires de déclarer l'occupation de leur logement avant le 30 juin 2023.**

Il est rappelé à l'utilisateur, qui se trouve déjà dans son espace personnel pour déclarer ses revenus, qu'il a jusqu'au 30 juin 2023 pour déclarer en ligne l'occupation de son ou ses logements via le service « Gérer mes biens immobiliers » (voir la fiche 7 – « Gérer mes biens immobiliers »). Plusieurs messages seront affichés tout au long du parcours déclaratif pour le rappeler.

**Droit à l'erreur : vous pouvez corriger votre déclaration, et c'est encore plus facile en ligne !**

Quand vous déclarez vos revenus en ligne, vous pouvez corriger votre déclaration autant de fois que vous le souhaitez jusqu'à la date limite de dépôt de votre département (voir calendrier de la déclaration en ligne). Et une fois reçu votre avis d'imposition, vous bénéficiez sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) d'un service « Corriger ma déclaration en ligne » ouvert de début août à mi-décembre.

**Attention : aucune pénalité n'est appliquée lorsque vous avez déposé votre déclaration initiale dans les délais mais des intérêts de retard à taux réduit pourront être appliqués sur les sommes non déclarées dans les délais.**

## **LA DÉCLARATION DE REVENUS EN MODE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE**

Même avec le prélèvement à la source, la déclaration de revenus, éventuellement automatique, reste indispensable pour permettre à l'administration fiscale d'établir la situation précise et définitive de chaque foyer fiscal au titre de l'année précédente, et de procéder en fonction de cette déclaration au calcul de l'impôt dû, incluant bien l'intégralité des revenus et charges du foyer pour l'année concernée.

### **LE RÔLE DE LA DÉCLARATION DE REVENUS EN MODE « PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE »**

---

Avec le prélèvement à la source, le paiement de l'impôt s'effectue de manière contemporaine, au fur et à mesure de la perception des revenus correspondants :

- soit via la retenue à la source effectuée directement par les verseurs de revenus (employeurs, caisses de retraite, Pôle emploi, etc.) ;
- soit par prélèvements d'acomptes par l'administration fiscale sur le compte bancaire pour les autres revenus (revenus fonciers ou revenus professionnels non salariés de type bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux, ou bénéfices agricoles, notamment).

Hors modulations réalisées directement par l'utilisateur, le taux de prélèvement à la source comme le montant des acomptes sont établis en fonction des revenus déclarés lors de la dernière déclaration de revenus réalisée. Ainsi la déclaration reste une étape incontournable dans le calcul de l'impôt.

Il peut survenir un écart entre l'impôt prélevé de manière contemporaine par l'administration fiscale et l'impôt réellement dû, en particulier en cas de changement de la situation du foyer (situation financière ou de famille) entre deux déclarations de revenus.

En fonction de la situation et des revenus déclarés à cette occasion, la situation de chaque foyer est régularisée par comparaison entre l'impôt effectivement et finalement dû au titre de l'année précédente, et ce qui a déjà été payé durant l'année (retenues à la source, acomptes, versements libres, etc.) ou versé (acompte de 60 % de réductions et crédits d'impôt versé en début d'année).

## CE QU'IL EST NÉCESSAIRE DE VÉRIFIER LORS DE LA DÉCLARATION DE REVENUS CONCERNANT LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

Vous pouvez :

- **retrouver** sur votre déclaration de revenus le détail de tous vos prélèvements à la source réalisés en 2022 ;
- **vérifier** ces informations, avec les informations disponibles sur vos bulletins de paie ou dans votre service « Gérer mon prélèvement à la source » de votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ;
- dans les rares cas où ces informations ne sont pas exactes, les **modifier**.

Précisément, votre déclaration présente, en plus de vos revenus, le montant de retenue à la source effectuée par chaque verseur de revenus. Les montants de revenus et de retenue à la source sont modifiables si vous constatez une erreur.

Vous pouvez ainsi **vérifier le détail des montants de retenues à la source** indiqués sur votre déclaration et les modifier le cas échéant (par exemple dans le cas où l'employeur aurait transmis des informations erronées à l'administration fiscale). Pour vérifier ces montants, aidez-vous des justificatifs transmis par chacun de vos verseurs de revenus (bulletins de paie notamment, ou récapitulatif annuel) ou rendez-vous dans l'historique des prélèvements du service en ligne « Gérer mon prélèvement à la source ».

Les modifications des montants préremplis sont simplifiées lors du dépôt de la déclaration en ligne. Un bouton « modifier » permet d'être guidé dans les modifications à apporter :

- **ajout** d'une ligne de montants « revenus / retenue à la source » lorsque vous ne retrouvez pas les informations de revenus et de retenue à la source d'un verseur de revenus ;
- **modification** d'un montant : rectifiez le montant de revenu et / ou de retenue à la source indiqué par la DGFIP pour un verseur de revenus ;
- **suppression** d'une ligne de montants « revenus / retenue à la source » : si vous contestez que ce collecteur vous a versé des revenus imposables (et prélevé une retenue à la source).

**L'affichage détaillé de chaque ligne de montants « revenus/retenue à la source » correspondant à chaque verseur de revenu présente un triple avantage :**

- vous retrouvez au même endroit le détail de tous vos prélèvements à la source ;
- la présentation suit au plus près les informations dont vous disposez pour faciliter toute modification des montants préremplis ;
- l'administration se charge ensuite de faire l'addition des données modifiées et vous prévient en cas de possible erreur de saisie.

**À noter : Les montants correspondant aux acomptes contemporains versés au titre des revenus fonciers ou de revenus de travailleur indépendant (activité commerciale, libérale ou agricole) prélevés par la DGFIP sur le compte bancaire, sont aussi mentionnés sur la déclaration de revenus mais ne sont pas modifiables. Dans les rares cas où le montant imprimé ne correspondrait pas au montant réellement versé, il convient de contacter son service des impôts des particuliers.**

## COMPRENDRE SON AVIS D'IMPÔT SUR LES REVENUS

L'impôt calculé à partir des informations de la déclaration des revenus que vous vous apprêtez à déposer (entre avril et juin) sera comparé au montant déjà prélevé à la source en 2022 et, le cas échéant, à l'avance de réductions et crédits d'impôt versée en janvier 2023.

Trois situations pourront alors se présenter :

- soit vous aurez un reste à payer ;
- soit vous n'aurez (plus) aucune somme à payer ;
- soit vous serez bénéficiaire d'un remboursement.

### Vous avez un reste à payer

Vous pouvez avoir un montant à payer sur votre avis d'impôt sur les revenus de 2022 si, par exemple, vous n'avez pas été suffisamment prélevé au titre du prélèvement à la source en 2022 ou si vous avez bénéficié d'une avance de réductions ou de crédits d'impôts trop importante en janvier 2023 par rapport aux montants que vous déclarez à l'occasion de cette campagne.

Vous serez alors prélevé<sup>6</sup> :

- si ce reste à payer est inférieur ou égal à 300 €, en une fois à la fin du mois de septembre 2023 ;
- si ce reste à payer est supérieur à 300 €, en 4 fois, à la fin des mois de septembre, octobre, novembre et décembre 2023.

### Vous n'avez (plus) aucune somme à payer

Si l'impôt qui figure sur l'avis est égal au montant prélevé en 2022 (éventuellement nul si vous n'êtes pas imposable), vous n'avez rien à payer.

### Vous êtes bénéficiaire d'un remboursement

Si votre prélèvement à la source était trop élevé en 2022 ou si vous bénéficiez de réductions et crédits d'impôt d'un montant supérieur à celui de l'avance perçue en janvier 2023 vous serez bénéficiaire d'un remboursement de la part de l'administration fiscale.

Celui-ci vous sera directement versé, à la date indiquée sur votre avis, sur le compte bancaire que vous avez communiqué à la DGFIP.

---

<sup>6</sup> Chaque prélèvement sera identifié, sur votre relevé bancaire, par son origine (« DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES ») et par son libellé (« SOLDE IMPOT REVENUS 2022 N DE FACTURE XXX »).

## Les bons réflexes

- En cours d'année, pour éviter d'avoir un montant à payer l'année suivante, pensez à signaler tout changement de situation personnelle au plus vite (une naissance, un mariage ou toute variation de vos revenus), via le service en ligne « Gérer mon prélèvement à la source » de votre espace particulier sur *impots.gouv.fr* ou en appelant le 0 809 401 401 (appel non surtaxé).
- Si vous ne l'avez pas encore fait, pensez à communiquer ou mettre à jour vos coordonnées bancaires via le service en ligne « Gérer mon prélèvement à la source » de votre espace particulier sur *impots.gouv.fr*.

## « GÉRER MES BIENS IMMOBILIERS » SUR [IMPOTS.GOUV.FR](https://impots.gouv.fr)

*Profitez de la déclaration de vos  
revenus en ligne pour déclarer  
l'occupation de votre logement*

Si vous êtes propriétaire et si vous ne l'avez pas déjà fait, profitez de faire votre déclaration de revenus pour effectuer également votre déclaration d'occupation de votre logement à l'aide du nouveau service en ligne « Gérer mes biens immobiliers ».

**Vous êtes propriétaire d'un logement ? Le service en ligne « Gérer mes biens immobiliers » s'est enrichi pour vous permettre de déclarer les occupants de vos biens immobiliers affectés à l'habitation, avant le 1<sup>er</sup> juillet.**

En 2023, **la taxe d'habitation sur les résidences principales est définitivement supprimée** pour tous les contribuables.

**Attention : la taxe d'habitation reste toutefois due pour les autres locaux, notamment les résidences secondaires et les locaux vacants.**

Afin d'identifier les locaux qui doivent être imposés à ce titre, le législateur a mis en place une **nouvelle formalité déclarative obligatoire** à destination de l'ensemble des usagers propriétaires (personnes physiques et personnes morales).

Ceux-ci devront, pour chacun de leurs locaux, indiquer à quel titre ils les occupent et, quand ils ne les occupent pas eux-mêmes, l'identité des occupants et la période d'occupation (situation au 1<sup>er</sup> janvier 2023).


Afin de permettre la déclaration d'occupation, le service en ligne « Gérer mes biens immobiliers » est mis à disposition des usagers propriétaires depuis le 18 janvier 2023. Il est accessible à partir de leur espace sécurisé d'[impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr). Pour faciliter cette nouvelle démarche déclarative, les données d'occupation connues de l'administration fiscale sont pré-affichées.




Tableau de bord   Prélèvement à la source   Paiements   Documents <sup>5</sup>   **Biens immobiliers**   Déclarer   Autres services


Tableau de bord > Biens immobiliers


## BIENS IMMOBILIERS




Service available in English 

### MES BIENS

 Filtrer les biens (par adresse, n° fiscal du local, etc.)

 5 déclarations attendues

 Détailler les biens

 <p>Déclaration d'occupation et de loyer attendue</p> <p>Appartement <b>PLAISIR (78370)</b> 10 RUE DES FLEURS</p> <p>39m<sup>2</sup>   4 pièces</p> <p><a href="#">Déclaration d'occupation</a> <a href="#">Consulter</a></p>	 <p>Déclaration d'occupation et de loyer attendue</p> <p>Parking <b>PLAISIR (78370)</b> 10 RUE DES FLEURS</p> <p>12m<sup>2</sup></p> <p><a href="#">Déclaration d'occupation</a> <a href="#">Consulter</a></p>	 <p>Déclaration d'occupation et de loyer attendue</p> <p>Appartement <b>VERSAILLES (78000)</b> 10 RUE DES MARGUERITES</p> <p>48m<sup>2</sup>   4 pièces</p> <p><a href="#">Consulter</a></p>
--	---	---

**Cette formalité déclarative est indépendante de la déclaration de revenus.** Toutefois, afin d'attirer l'attention des propriétaires, des messages d'information leur rappelleront cette obligation à plusieurs étapes de leur parcours déclaratif. En fin de parcours, un lien leur sera présenté pour leur permettre d'effectuer leur déclaration d'occupation après avoir validé leur déclaration de revenus.

impots.gouv.fr
Déclaration de revenus
PIERRE ABCDEF  
N° fiscal : 1234567891012  
N° d'accès en ligne : 123456  
Quitter

Accueil
Consulter l'aide

Étape 1  
Étapes  
préalables

Étape 2  
Renseignements  
personnels

Étape 3  
Revenus  
et charges

Étape 4  
Résumé et  
signature

Étape 5  
Fin de  
déclaration

Merci pour votre déclaration en ligne

Vous pouvez modifier votre déclaration jusqu'au 25/05/2023.

Votre avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu

Retrouvez-le dans votre espace particulier.

Votre avis d'impôt sera en ligne dans votre espace particulier à compter du 21 juillet.

Nouveau : Gérer mes biens immobiliers

Cliquez ici pour déclarer la situation d'occupation des biens dont vous êtes propriétaire(s).

Votre prélèvement à la source applicable au 1er septembre 2023

Le taux de prélèvement à la source qui sera appliqué au 1er septembre 2023 par les organismes vous versant des revenus est de : **22,1 %**, soit 22,1 % pour PIERRE ABCDEF et 22,1 % pour NORA, EFG si vous optez pour le taux individuel.

Le montant de votre acompte mensuel pour les revenus sans organisme collecteur (BIC, BNC, BA, revenus fonciers ...) est de : **1 147,00 €**

À partir de septembre 2023, il sera prélevé chaque mois sur votre compte bancaire sauf si vous avez choisi le prélèvement trimestriel.

Détail des acomptes

Si vous le souhaitez, vous pouvez adapter votre prélèvement à la source :

Oui, je veux adapter mon prélèvement à la source

Votre conjoint peut se connecter avec ses identifiants à son espace particulier et utiliser le service de gestion du prélèvement à la source

Informations utiles

Savez-vous concrètement à quoi servent vos impôts ? Pour mieux comprendre le budget de la France et découvrir comment vos impôts sont utilisés

Je consulte, je gère et j'estime mes droits en un seul clic :

Je donne mon avis

Télécharger Adobe Reader

**Les contribuables ont jusqu'au 30 juin 2023 pour le faire.** Par la suite, seul un changement de situation nécessitera une nouvelle déclaration.

**Au plan national, ce sont 34 millions de propriétaires qui sont concernés par cette nouvelle déclaration, pour 71,4 millions de locaux.**

Pour rappel, que vous soyez un particulier, un professionnel ou une collectivité locale, avec le service « Gérer mes biens immobiliers » vous pouvez avoir une vision de l'ensemble de vos biens bâtis situés en France ainsi que leurs caractéristiques, comme l'adresse et le descriptif du local, la nature du local, les lots de copropriété...

Le service permet également au propriétaire qui fait des travaux dans son logement (agrandissement, piscine...) de déclarer en une seule fois tous les éléments nécessaires à la déclaration foncière et à la liquidation des taxes d'urbanisme. Les données sont pré-remplies, le parcours est adapté à la situation de l'utilisateur qui bénéficie ainsi d'un accompagnement

personnalisé en recevant des notifications tout au long des travaux, depuis la validation de son autorisation d'urbanisme jusqu'à l'achèvement de la construction et le dépôt de sa déclaration.

N'attendez pas, profitez de votre connexion à votre espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) à l'occasion de la déclaration de vos revenus pour déclarer la situation d'occupation de vos logements d'habitation.

**Bon à savoir :** si les informations concernant votre bien contenues dans GMBI sont incomplètes ou erronées, elles peuvent faire l'objet d'une demande de mise à jour auprès de l'administration fiscale via votre messagerie sécurisée dans votre espace particulier dans [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), en choisissant le thème « J'ai une question sur le descriptif de mon bien immobilier ».

Tableau de bord   Prélèvement à la source   Paiements   Documents <sup>5</sup>   Biens immobiliers   Déclarer   Autres services

Tableau de bord > Messagerie sécurisée

## Mes échanges

Bonjour, je suis AMI votre assistant virtuel, je suis là pour vous aider

Mes échanges   Écrire   Mes brouillons   Brouillon

Mes coordonnées

N°

Aucune demande trouvée

- Je signale un changement de situation personnelle
- J'ai besoin de justificatifs
- J'ai une question générale sur le prélèvement à la source
- Je signale une erreur sur le montant qui m'a été prélevé à la source
- J'ai un problème concernant le paiement de mes impôts
- J'ai une question sur le montant à payer de mon avis d'impôt sur les revenus
- Je signale une erreur sur le calcul de mon impôt
- J'ai reçu une relance pour non dépôt de ma déclaration de revenus
- J'ai une question sur le service "Biens immobiliers"**
- Je pose une autre question/J'ai une autre demande

- J'ai une question sur le descriptif de mon bien immobilier**
- J'ai une question sur ma déclaration foncière et de taxe d'urbanisme
- J'ai une question sur ma déclaration d'occupation et de loyer de mon bien immobilier

Statut   Date création   Dernier message le

50

Réponses non lues

Cette démarche est toutefois indépendante de la déclaration d'occupation elle-même, qui peut donc être validée sans attendre la mise à jour du descriptif de votre bien.

En cas de question sur cette démarche, vous pouvez consulter la documentation disponible sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) > [Gérer mes biens immobiliers](#), ou appeler le n° **0 809 401 401** (prix d'un appel local).

## **VOUS AVEZ ENGAGÉ DES FRAIS DE COVOITURAGE EN 2022 ?**

Selon l'article 20 de la loi de finances rectificative pour 2022, les frais de covoiturage engagés en 2022 par un salarié pour les trajets qu'il effectue comme passager entre son domicile et son lieu de travail constituent des frais professionnels déductibles en cas d'option pour la déduction des frais réels.

Ils peuvent ainsi **s'ajouter aux autres frais professionnels** que vous déduisez (frais de voiture, repas...).

Cela peut être intéressant si vous optez pour les frais réels et que vous alternez entre l'utilisation de votre propre véhicule et le covoiturage pour vous rendre sur votre lieu de travail.

Vous devez conserver les justificatifs de ces frais pendant les trois années civiles qui suivent leur paiement afin de pouvoir les présenter sur demande de l'administration fiscale.

## SERVICES À LA PERSONNE

### BÉNÉFICIEZ DU SERVICE D'AVANCE IMMÉDIATE DE CRÉDIT D'IMPÔT

Jusqu'en décembre 2021, les particuliers employant un salarié à domicile versaient la totalité du salaire à leur employé avant de pouvoir bénéficier du crédit d'impôt lors de leur déclaration de revenus l'année suivante, sous déduction d'une avance de 60 % qui leur était versée au mois de janvier.

**Grâce à l'avance immédiate de crédit d'impôt**, celui-ci peut être immédiatement déduit des montants dus : **vous ne réglez que 50 % des sommes à payer** (salaires et charges sociales).

En effet, depuis janvier 2022, les particuliers qui ont recours à des services à domicile peuvent bénéficier d'une avance immédiate de crédit d'impôt.

Ce service, proposé par l'Urssaf en collaboration avec la Direction générale des Finances publiques, permet aux ménages, dans la limite d'un plafond annuel de 12 000 € de dépenses (porté à 20 000 € en cas de personne au sein du foyer fiscal bénéficiaire d'une carte d'invalidité ou d'une carte mobilité inclusion mention invalidité), de bénéficier immédiatement du crédit d'impôt, afin d'éviter le décalage de plusieurs mois qui prévalait jusqu'à présent.

Le crédit d'impôt est alors automatiquement déduit de vos dépenses.

**Ce service est gratuit et accessible par simple adhésion.**

Grâce à ce service, vous pouvez également visualiser le montant de crédit d'impôt consommé ainsi que celui encore disponible.

### COMMENT BÉNÉFICIER DE CE NOUVEAU SERVICE ?

**Les particuliers employeurs** déclarant leur salarié via le service « Cesu + » peuvent bénéficier de ce service.

Vous devez préalablement souscrire au service « Cesu + » de l'Urssaf puis vous rendre sur la rubrique « Mon avantage fiscal » de votre espace.

Pour en savoir plus sur le fonctionnement et modalités d'accès au service, rendez-vous sur le site du [Cesu](#).

**Les particuliers faisant appel à des organismes de services à la personne** (prestataire, mandataire ou plateforme) peuvent également bénéficier de l'avance immédiate.

Les organismes de services à la personne habilités proposent l'activation de l'avance immédiate à leurs clients. Celle-ci reste optionnelle et gratuite. Il revient à l'organisme de services à la personne de réaliser la démarche d'inscription pour les clients qui souhaiteront en bénéficier.

Pour en savoir plus sur le fonctionnement et les modalités d'accès du service pour les clients d'organisme de services à la personne, rendez-vous sur [Urssaf.fr](https://urssaf.fr) :

- [pour les clients d'organisme prestataire](#) ;
- [pour les clients de mandataire ou de plateforme de mise en relation](#).

## NOUVEAUTÉ : LA DÉCLARATION DE LA NATURE D'ACTIVITÉ

Afin de mieux évaluer les typologies de dépenses ouvrant droit à un crédit d'impôt au titre des services à la personne, l'article 18 de la loi de finances pour 2023 impose de nouvelles obligations déclaratives aux usagers, qui devront désormais renseigner la nature de l'activité pour laquelle le bénéfice du crédit d'impôt est demandé, ainsi que le montant correspondant.

À cet effet, 27 rubriques nouvelles ont été créées.

### Déclaration papier

Pour les usagers qui déclarent au format papier, l'annexe utile à la déclaration des réductions et crédits d'impôts « 2042 RICI » a été enrichie des rubriques correspondantes pour permettre aux usagers de préciser la nature des dépenses de service à la personne (SAP). Les usagers devront donc déposer deux déclarations : la déclaration de revenus 2042K et l'annexe « 2042RICI ».

Il est précisé sur la 2042K que les montants de dépenses d'emploi à domicile ou de services à la personne globalisés en case 7DB de la déclaration n° 2042 doivent être détaillés par type de dépenses sur la 2042RICI. La case 7DB restera pré-remplie des dépenses SAP connues de l'administration fiscale.

### Sur la 2042 :

#### Services à la personne, emploi à domicile

Dépenses d'emploi à domicile *Si ce montant est inexact, corrigez case 7DB* ..... 7DB

*Vous devez détailler en page 1 de la 2042 RICI le montant correspondant à chaque type de dépenses d'emploi à domicile*

## Sur la 2042 RIC1 :

### Services à la personne, emploi à domicile

Si vous avez indiqué en case 7DB des dépenses d'emploi à domicile ou de services à la personne, vous devez indiquer ci-dessous le montant correspondant à chaque type de dépenses :

Garde d'enfants de moins de 3 ans et de moins de 18 ans handicapés à domicile .....	BDA	
Accompagnement des enfants de moins de 3 ans et de moins de 18 ans handicapés* .....	BDB	
Assistance et aide aux personnes âgées ou handicapées .....	BDC	
Conduite du véhicule personnel des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques* .....	BDD	
Accompagnement des personnes âgées, des personnes handicapées ou atteintes de pathologies chroniques* .....	BDE	
Entretien de la maison et travaux ménagers .....	BDF	
Petits travaux de jardinage (dépenses limitées à 5000€ par an et par foyer) .....	BDG	
Travaux de petit bricolage (dépenses limitées à 500€ par an et par foyer) .....	BDH	
Garde d'enfants de 3 ans et plus à domicile .....	BDI	
Accompagnement des enfants de 3 ans et plus* .....	BDJ	
Soutien scolaire à domicile ou cours à domicile .....	BDK	
Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes .....	BDL	
Préparation de repas à domicile .....	BDM	
Livraison de repas à domicile* .....	BDN	
Collecte et livraison à domicile de linge repassé* .....	BDO	
Livraison de courses à domicile* .....	BDP	
Assistance informatique et internet à domicile (dépenses limitées à 3 000€ par an et par foyer) .....	BDQ	
Soins et promenades d'animaux de compagnie pour les personnes dépendantes .....	BDR	
Maintenance, entretien et vigilance temporaires à domicile .....	BDS	
Assistance administrative à domicile .....	BDT	
Téléassistance et visio assistance .....	BDU	
Interprète en langue des signes .....	BDV	
Conduite du véhicule des personnes en cas d'invalidité temporaire* .....	BDW	
Accompagnement des personnes présentant une invalidité temporaire* .....	BDX	
Assistance aux personnes ayant besoin d'une aide temporaire à leur domicile .....	BDY	
Coordination et délivrance des services à la personne .....	BDZ	
Accueil familial .....	BEA	

\* Cette activité doit être comprise dans une offre globale de services à la personne

## Parcours en ligne

Lors de son parcours déclaratif en ligne, l'utilisateur devra sélectionner parmi les 27 typologies de dépenses qui lui sont proposées dans le menu déroulant, celles qui le concernent et en préciser le détail (montant et bénéficiaire).

### Services à la personne : emploi à domicile

- Dépenses d'emploi à domicile

7DB

- Aides perçues pour l'emploi à domicile (APA, PCH, CESA préfinancé ...)

7DR

- Avance de crédit d'impôt déjà perçue

Pour consulter ou modifier, cliquez sur l'icône à droite.

Traitements et salaires connus			
Services à la personne : emploi à domicile (7DB) et aides perçues (7DR)			
Identité des salariés ou de l'entreprise	Type de dépense	Montant de la dépense	Montant de l'aide perçue
<input type="text"/>	<input type="text" value="-- Type de dépense --"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<p>Pour valider, veuillez compléter les zones entourées en rouge ou supprimer la ligne.</p> <p>TOTAL du montant qui sera reporté : 7DB <input type="text"/> 7DR <input type="text"/></p> <p><input type="button" value="Ajouter une ligne"/></p>			

## ÉLARGISSEMENT DE LA DÉCLARATION FUSIONNÉE ...

*... à plus de 800 000 professionnels*

Depuis 2021, les travailleurs indépendants bénéficient d'une procédure fusionnée des déclarations fiscales et sociales, permettant la transmission de plus d'1,5 millions de déclarations à l'URSSAF Caisse nationale pour le calcul des échéanciers et des cotisations sociales.

En 2023, la déclaration fusionnée est élargie aux praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés (PAM-C) et aux agriculteurs. Chacune de ces nouvelles populations concernées représente environ 400 000 affiliés qui pourront ainsi bénéficier de cette démarche de simplification.

La transmission des données sociales à chaque caisse d'affiliation (Urssaf et MSA) est réalisée quotidiennement, après signature de la déclaration, leur permettant de calculer le montant des cotisations de leurs affiliés.


### UN ÉCRAN D'ACCUEIL PERSONNALISÉ EN FONCTION DE L'AFFILIATION DU OU DES DÉCLARANTS

La DGFIP est informée par les organismes d'affiliation des contribuables concernés (l'URSSAF pour les travailleurs indépendants et les PAM-C et la MSA pour les agriculteurs) par cette procédure.


Pour attirer l'attention sur cette nouveauté déclarative, le message sur la page d'accueil du service de déclaration en ligne est adapté en fonction des régimes d'affiliation du (des) membre(s) du foyer.



Lorsqu'au moins un des membres du foyer est affilié à l'Urssaf Caisse nationale en tant que travailleur indépendant, le message ci-dessous sera présenté :

[Consulter l'aide](#) 


Bienvenue dans la déclaration de revenus en ligne

Bonjour 


Vous allez commencer votre déclaration de revenus. Pour simplifier vos démarches, cette dernière est pré-remplie de l'ensemble des informations connues de l'administration fiscale concernant votre foyer fiscal (salaires, pensions, etc.). Vérifiez-les avec attention et corrigez ou complétez-les si besoin. Ajoutez tous les montants ou informations qui ne sont pas déjà indiqués.

**Vous et/ ou votre conjoint(e) êtes travailleur indépendant exerçant une activité artisanale, commerciale ou libérale.**

Vous n'avez qu'une seule démarche déclarative à réaliser : les revenus que vous allez déclarer en ligne serviront également de base au calcul de vos cotisations et contributions sociales personnelles. Ils seront transmis à votre Urssaf, ainsi qu'à votre caisse de retraite des professions libérales le cas échéant, sans démarche supplémentaire de votre part ([en savoir plus](#)).


Afin de vous accompagner tout au long de votre parcours déclaratif, les erreurs les plus fréquentes sont signalées par l'icône .

Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles, cliquez [ici](#).

[Commencer](#) 

Lorsqu'au moins un des membres du foyer est affilié à la Mutualité Sociale Agricole (MSA), le message suivant sera affiché :

Bienvenue dans la déclaration de revenus en ligne


Bonjour 

Vous allez commencer votre déclaration de revenus. Pour simplifier vos démarches, cette dernière est pré-remplie de l'ensemble des informations connues de l'administration fiscale concernant votre foyer fiscal (salaires, pensions, etc.). Vérifiez-les avec attention et corrigez ou complétez-les si besoin. Ajoutez tous les montants ou informations qui ne sont pas déjà indiqués.


**Nouveau cette année :**

Vous et/ ou votre conjoint (e) êtes affiliés au régime de sécurité sociale de la Mutualité Sociale Agricole (MSA).

Vous n'avez qu'une seule démarche déclarative à réaliser : les revenus que vous allez déclarer en ligne serviront également de base au calcul de vos cotisations et contributions sociales personnelles. Ils seront transmis à votre MSA sans démarche supplémentaire de votre part ([en savoir plus](#)).

Afin de vous accompagner tout au long de votre parcours déclaratif, les erreurs les plus fréquentes sont signalées par l'icône .

Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles, cliquez [ici](#).

[Commencer](#) 

Lorsqu'au moins un des membres du foyer fiscal est affilié au régime des Praticiens et Auxiliaires Médical Conventionnés (PAM-C), le message ci-dessous sera présenté :

Bienvenue dans la déclaration de revenus en ligne

---


Bonjour [REDACTED]

Vous allez commencer votre déclaration de revenus. Pour simplifier vos démarches, cette dernière est pré-remplie de l'ensemble des informations connues de l'administration fiscale concernant votre foyer fiscal (salaires, pensions, etc.). Vérifiez-les avec attention et corrigez ou complétez-les si besoin. Ajoutez tous les montants ou informations qui ne sont pas déjà indiqués.

**Nouveau cette année :**

Vous et/ ou votre conjoint (e) relevez du régime des Praticiens et Auxiliaires Médical Conventionnés (PAM-C) dans le cadre de votre activité libérale (Chirurgiens-dentistes, infirmiers, masseurs kinésithérapeutes, médecins, orthophonistes, orthoptistes, pédicures podologues, sage-femmes).

Vous n'avez qu'une seule démarche déclarative à réaliser : les revenus que vous allez déclarer en ligne serviront également de base au calcul de vos cotisations et contributions sociales personnelles. Ils seront transmis à votre Urssaf, ainsi qu'à votre caisse de retraite, sans démarche supplémentaire de votre part ([en savoir plus](#)).

Afin de vous accompagner tout au long de votre parcours déclaratif, les erreurs les plus fréquentes sont signalées par l'icône .

Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles, cliquez [ici](#).

---

[Commencer](#) ►

Lorsque les membres d'un foyer fiscal sont affiliés à deux régimes différents, le message ne précise pas quels sont les régimes concernés, mais annonce le parcours fusionné.

Bienvenue dans la déclaration de revenus en ligne

---


Bonjour [REDACTED]

Vous allez commencer votre déclaration de revenus. Pour simplifier vos démarches, cette dernière est pré-remplie de l'ensemble des informations connues de l'administration fiscale concernant votre foyer fiscal (salaires, pensions, etc.). Vérifiez-les avec attention et corrigez ou complétez-les si besoin. Ajoutez tous les montants ou informations qui ne sont pas déjà indiqués.

**Nouveau cette année :**

Vous et votre conjoint (e) êtes affiliés à des régimes de sécurité sociale pour vos activités en tant qu'indépendants.

Vous n'avez qu'une seule démarche déclarative à réaliser : les revenus que vous allez déclarer en ligne serviront également de base au calcul de vos cotisations et contributions sociales personnelles. Ils seront transmis à vos organismes de sécurité sociale respectifs sans démarche supplémentaire de votre part ([en savoir plus](#)).

Afin de vous accompagner tout au long de votre parcours déclaratif, les erreurs les plus fréquentes sont signalées par l'icône .

Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles, cliquez [ici](#).

---

[Commencer](#) ►

## UN PARCOURS ADAPTÉ POUR CHACUNE DES POPULATIONS

---

Tout au long du parcours de déclaration, l'utilisateur complètera ses données fiscales et les rubriques sociales qui le concernent. Le parcours déclaratif sera aménagé pour chacune des populations en fonction des régimes d'affiliation.

Pour les couples ayant deux régimes d'affiliation différents (par exemple travailleurs indépendants et PAM-C), les deux déclarations sociales seront présentées.

Lorsqu'un usager n'aura pas été identifié par une caisse d'un régime social, il aura la possibilité de sélectionner la rubrique le concernant. Ses données seront ensuite transmises à la caisse d'affiliation correspondante.

## DES DONNÉES PRÉ-REMPRIES POUR LES PAM-C

---

Certaines données connues de la CNAM (honoraires, dépassements d'honoraires...), nécessaires au calcul des cotisations seront affichées dans le parcours de l'utilisateur lorsqu'elles auront fait l'objet d'une communication préalable à la DGFIP.

## **REVENUS DE L'ÉCONOMIE COLLABORATIVE : RAPPEL DES OBLIGATIONS ...**

*... des plateformes en ligne et du mode  
de déclaration de ces revenus*

### **RAPPEL DES OBLIGATIONS DES PLATEFORMES ET PLACES DE MARCHÉ EN LIGNE**

---

La loi du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude impose aux plateformes et places de marché (« *marketplaces* ») en ligne qui mettent en relation des personnes en vue de la vente d'un bien ou de la fourniture d'un service, plusieurs obligations dont celle d'adresser, au plus tard le 31 janvier de chaque année :

- à chacun de leurs utilisateurs (vendeur ou prestataire de service) ayant perçu des sommes à l'occasion de transactions réalisées par leur intermédiaire et dont elles ont connaissance, par voie électronique, un document d'information mentionnant notamment le nombre d'opérations réalisées l'année précédente et le montant brut perçu au titre de ces opérations ;
- à l'administration fiscale, ces mêmes informations.

Ces obligations s'appliquent à toutes les plateformes dont les utilisateurs résident en France ou réalisent des ventes ou des prestations de service situées en France au sens des règles de territorialité applicables en matière de TVA. Elles s'appliquent, en outre, quel que soit l'État dans lequel la plateforme est établie.

Ces obligations ont une double finalité :

- assurer un meilleur accompagnement des utilisateurs de ces plateformes dans le respect de leurs obligations fiscales, notamment grâce au document d'information transmis par les plateformes qui les aidera à compléter leur déclaration de revenus ;
- permettre à l'administration fiscale d'identifier les cas de dissimulation : personne qui se livrerait à une activité à titre habituel ou professionnelle sur les sites d'économie collaborative, sans s'être préalablement enregistrée comme telle et sans respecter les obligations fiscales et sociales qui lui incombent à ce titre.

## EN PRATIQUE EN 2023

---

Les utilisateurs de plateformes ayant perçu, par le biais de ces plateformes, des revenus en 2022, ont dû recevoir de leur part, par courriel, un récapitulatif de ces revenus. Ce récapitulatif leur permettra de compléter leur déclaration de revenus 2022, sous réserve que les revenus en question soient à déclarer, ce qui n'est pas forcément toujours le cas.

**Bon à savoir : Une dispense de déclaration par les plateformes est prévue pour les revenus issus de la vente de biens d'occasion entre particuliers, ainsi qu'en cas de service « sans objectif lucratif et avec partage de frais avec les bénéficiaires » (de type covoiturage).**

Cette dérogation ne s'applique cependant qu'à condition de ne pas dépasser certains seuils d'activité. Concrètement, pour que la dérogation s'applique, il faut que l'utilisateur ait réalisé sur la plateforme sur l'ensemble de l'année moins de 3 000 € de recettes OU moins de 20 transactions. Si l'usager a dépassé chacun de ces 2 seuils (plus de 3 000 € ET plus de 20 transactions), la plateforme doit déclarer les sommes en question à l'administration fiscale. Ces deux seuils ne concernent que les opérateurs de plateforme pour le respect de leur obligation déclarative auprès de l'administration. Ils ne concernent pas les contribuables et ne préjugent donc pas du caractère éventuellement imposable des sommes déclarées par la plateforme qui excéderaient ces seuils, ou à l'inverse du caractère non imposable des sommes qui n'auraient pas été communiquées par la plateforme en vertu de ces mêmes seuils. Les contribuables sont dans tous les cas invités à consulter les fiches pratiques dédiées disponibles sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) (cf. « Que faut-il déclarer et comment », ci-dessous).

Les plateformes ne respectant pas leurs obligations s'exposent à une amende égale à 5 % des sommes non déclarées, conformément au III de l'article 1736 du code général des impôts. Ces plateformes sont, par ailleurs, susceptibles d'être inscrites sur la « liste noire » des plateformes non coopératives, qui sera publiée sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr).

## QUE FAUT-IL DÉCLARER ET COMMENT ?

---

Vous avez des revenus tirés de l'utilisation de plateformes en ligne (exemples : location temporaire de logements meublés, transport de passagers, prestation de services rémunérés ou encore activités d'achat-revente...) ?

Comme l'ensemble des revenus des activités non salariées, ces revenus tirés de l'économie collaborative sont en principe imposables et doivent être déclarés.

Vous avez dû recevoir avant la fin janvier 2023, de la part des plateformes en ligne que vous avez utilisées, un relevé récapitulatif des revenus tirés des opérations effectuées en 2022. Ce relevé vous permet de compléter votre déclaration, sous réserve que les revenus en question soient imposables, ce qui n'est pas forcément toujours le cas.

Pour savoir si ces revenus sont imposables et, le cas échéant, dans quelle catégorie de revenus, retrouvez toutes les informations pratiques sur le site [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) à l'adresse suivante :

<https://www.impots.gouv.fr/portail/particulier/questions/comment-declarer-mes-revenus-dactivites-annexes-telles-que-le-co-voiturage-la>

## UN ACCOMPAGNEMENT RENFORCÉ DANS LA DÉCLARATION EN LIGNE

Lors de votre déclaration en ligne :

- un message vous sera présenté pour vous accompagner, vous permettant notamment d'accéder aux fiches pratiques publiées sur *impots.gouv.fr* qui expliquent comment déclarer les revenus perçus par le biais des plateformes ou places de marché en ligne ;
- le détail des plateformes internet et les montants des transactions que chacune a déclaré pour vous sont indiqués. Vérifiez si ces montants sont imposables et, dans l'affirmative, de quelle catégorie de revenus ils relèvent puis indiquez-les dans les rubriques correspondantes.

Désormais, les plateformes de l'économie collaborative transmettent à l'administration fiscale les revenus perçus par leurs utilisateurs. Les revenus suivants ont été transmis pour votre foyer :

LER  \_EB

Plateforme	Revenu total brut	Montant des commissions que vous avez payées *	Nombre de transactions réalisées (pour information)
Plateforme 1 SIREN	10820 €	0 €	384
Plateforme 2 SIREN	1416 €	354 €	5

(\*) Ce montant est déductible de votre bénéfice au titre des frais, uniquement si vous êtes au régime réel (voir ci-dessous)

Nos conseils pour bien déclarer ces revenus :

- Vérifiez si ces revenus sont imposables en consultant nos [fiches pratiques](#). Si c'est le cas, sélectionnez la catégorie de revenus concernés (revenus industriels et commerciaux, revenus non commerciaux, locations meublées...) dans la partie « Revenus » de l'écran de sélection des rubriques et saisissez vos revenus dans la zone correspondante.
- Si vous optez pour le **régime micro**, vous devez déclarer le **montant brut**, sans déduire l'éventuelle commission de la plateforme : un abattement forfaitaire pour frais sera automatiquement appliqué. En revanche, si vous êtes au **régime réel**, vous devez préalablement déposer votre déclaration de résultat en tant que professionnel (vous y calculerez votre bénéfice net, prenant en compte l'éventuelle commission de la plateforme : voir ci-dessus), puis reporter le bénéfice ainsi calculé dans votre déclaration de revenus en tant que particulier.

[Imprimer](#) > [Fermer](#) >

À noter : si vous avez réalisé des transactions sur certaines plateformes et que cela ne vous est pas indiqué dans votre parcours de déclaration en ligne, cela ne signifie pas pour autant que ces revenus ne sont pas imposables. Il vous appartient de le vérifier et, le cas échéant, de déclarer ces revenus.

## QUELLES AUTRES DÉMARCHES POUVEZ-VOUS RÉALISER EN LIGNE ?

Le site *impots.gouv.fr* vous propose de nombreux services pour faciliter vos démarches sans avoir à vous déplacer.

### DEPUIS LA PAGE D'ACCUEIL PARTICULIER D'IMPOTS.GOUV.FR (SANS AUTHENTIFICATION)

#### Calculez votre impôt

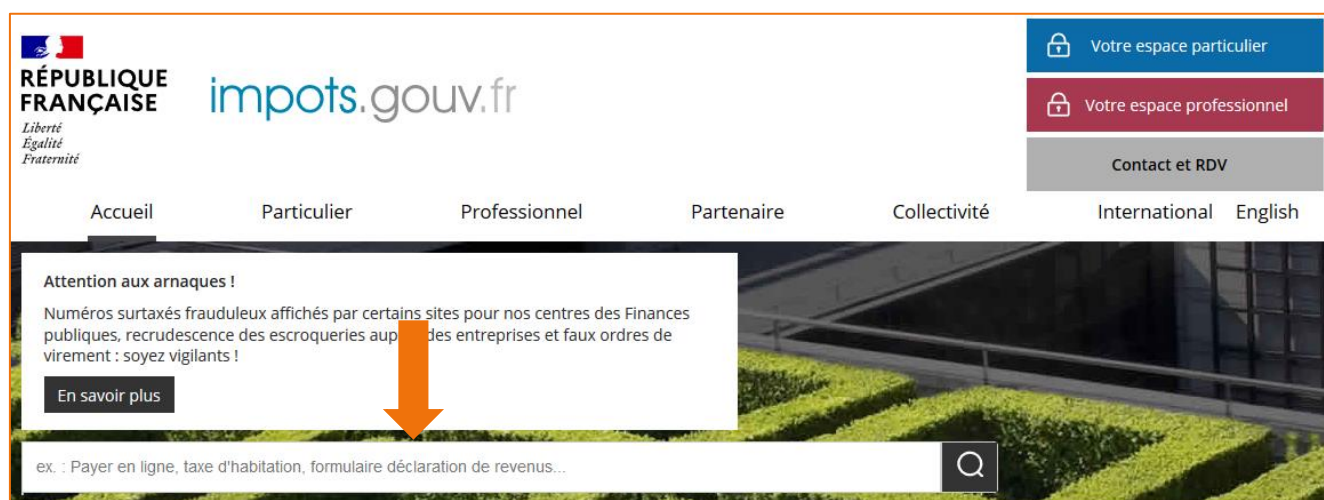
Un simulateur de calcul de l'impôt sur le revenu est disponible sur *impots.gouv.fr*. Il est mis à jour chaque année pour tenir compte des nouvelles mesures apportées par les lois de finances de l'année. Il est accessible dans la rubrique Particuliers > Simulez vos impôts.

Vous y trouverez également un simulateur des frais kilométriques qui peut vous être utile si vous choisissez de déclarer vos frais réels.

Un simulateur de calcul de l'IFI (impôt sur la fortune immobilière) est également disponible dans cette même rubrique.

#### Téléchargez les formulaires de déclaration

Vous pouvez télécharger l'ensemble des formulaires fiscaux : un moteur de recherche vous permet de les retrouver par numéro d'imprimé ou par impôt.





### **Prenez rendez-vous avec votre service**

Votre centre des Finances publiques vous offre la possibilité de prendre rendez-vous en ligne pour être reçu au guichet ou rappelé par téléphone. Pour cela, accédez à la rubrique Contact et RDV sur la page d'accueil du site *impots.gouv.fr*, puis précisez votre demande pour trouver le service compétent et cliquez sur « Prendre rendez-vous ». Simple et pratique, ce service vous permet d'éviter les files d'attente et parfois même d'éviter de vous déplacer.

### **Trouvez le point d'accueil de proximité le plus proche de votre domicile**

Pour venir dans nos services, payer chez un buraliste, être accompagné dans vos démarches (papier ou en ligne) dans une structure France Services, etc.

### **Vérifiez un avis d'impôt sur le revenu**

Ce service permet aux tiers auxquels un avis d'impôt a été fourni de vérifier l'authenticité de celui-ci. Pour ce faire, il suffit au tiers concerné de saisir le numéro fiscal et la référence de l'avis. Si ces identifiants sont corrects, le service affiche certains éléments de l'avis, par exemple le revenu imposable ou le revenu fiscal de référence. Si ces éléments correspondent à ceux contenus dans l'avis à vérifier, cela signifie que les données de l'avis sont authentiques. Si un avis plus récent est connu de l'administration, le service signale son existence (sans en afficher le contenu).

Le service « Vérifier un avis d'impôt » est accessible depuis la page d'accueil d'*impots.gouv.fr*, rubrique « Vérifier un avis d'impôt ». Il est également accessible directement en saisissant « *impots.gouv.fr/verifavis* ».

## **DANS VOTRE ESPACE PARTICULIER SÉCURISÉ**

---

### **Utilisez vos services en ligne**

Vous disposez de nombreux services en ligne vous permettant de gérer votre dossier fiscal, notamment :

- consulter et télécharger vos documents fiscaux (déclarations et avis d'impôt sur le revenu, de taxes foncières, de taxes d'habitation...) ;
- gérer votre prélèvement à la source (signaler une variation de revenus, un changement de situation de famille, indiquer ou mettre à jour ses coordonnées bancaires...) ;
- déclarer vos revenus et corriger votre déclaration ;
- payer vos avis d'impôt en ligne ;
- gérer votre profil (adresse mél, numéro de téléphone, mot de passe...) ;
- prendre rendez-vous avec votre service (c'est très simple, vos coordonnées sont préremplies comme vous êtes identifié) ;
- rechercher des transactions immobilières : ce service est une aide à l'estimation des biens immobiliers dans le cadre d'une déclaration d'IFI ou de succession, d'un acte de donation ou d'une procédure de contrôle fiscal ou d'expropriation, d'une demande d'aide personnalisée au logement (APL) ou bien encore d'un projet d'acquisition ou de vente d'un bien immobilier.

Enfin, les propriétaires (personnes physiques et personnes morales) peuvent consulter via le nouvel onglet « Mes biens immobiliers » de leur espace sur *impots.gouv.fr* les caractéristiques



de leur(s) bien(s) immobilier(s), et prendre contact avec la DGFIP via la messagerie sécurisée pour toute question et mise à jour de la situation de leur(s) bien(s).

**Ils peuvent également y effectuer leurs déclarations foncières et d'urbanisme et déclarer en ligne l'occupation de leurs logements d'habitation (cf. fiche 7 - « Gérer mes biens immobiliers »).**

### Adressez toutes vos demandes grâce à votre messagerie sécurisée

Pour la gestion de votre situation individuelle, vous pouvez effectuer en ligne un certain nombre de démarches courantes à partir de la messagerie sécurisée de votre espace particulier :

- faire une réclamation ou signaler une erreur ;
- demander un délai de paiement ;
- demander un justificatif de paiement ;
- poser une question sur votre situation fiscale personnelle.

Vous pouvez suivre en ligne l'état d'avancement de l'ensemble de vos démarches.

### Pour une assistance immédiate : AMI (Assistant de la messagerie sécurisée des impôts) l'assistant virtuel vous guide et répond à vos questions simples

La DGFIP a développé un assistant virtuel de type CHATBOT, il se prénomme AMI (acronyme de : Assistant de la Messagerie des Impôts) et son identité visuelle est la suivante :



Il est positionné en haut à droite sur l'écran d'accueil de la messagerie sécurisée :

Tableau de bord > [Messagerie sécurisée](#)

## Mes échanges

Mes échanges | Écrire ▼ | Mes brouillons

Mes coordonnées +

N° ↕	Objet ↕	Service	Canal ↕	Statut ↕	Date création ↕	Dernier message le ▼
Aucune demande trouvée						

10

Vous pouvez poser directement votre question dans la zone de saisie de l'assistant, ou choisir parmi les propositions qui vous sont faites, et qui balaisent la majorité des thèmes importants vous concernant.

AMI répond ainsi à de très nombreuses questions fréquentes qui ne nécessitent pas de personnalisation. S'il n'a pas la réponse, il vous oriente vers le formulaire adéquat de la messagerie sécurisée ou vers le service qui peut vous répondre.

Par ailleurs, il vous permet également d'accéder en 1 clic à vos documents fiscaux.

## ACCÉDEZ AUX AUTRES SITES EN LIEN DIRECT AVEC LA DGFIP

---

Un accès direct aux sites intéressant les particuliers est proposé dès la page d'accueil d'*impots.gouv.fr* :

- **[timbres.impots.gouv.fr](https://timbres.impots.gouv.fr)** : vous pouvez y acheter un timbre fiscal électronique (passeport, carte nationale d'identité, permis bateau, titre pour étranger) ;
- **[amendes.gouv.fr](https://amendes.gouv.fr)** : ce site permet de payer ses amendes en ligne. L'application « Amendes.gouv » permet de les payer à partir d'un smartphone ;
- **[stationnement.gouv.fr](https://stationnement.gouv.fr)** : le site qui permet de régler en ligne tout avis de paiement de forfait de post-stationnement (autrefois amendes de stationnement) ;
- **[cadastre.gouv.fr](https://cadastre.gouv.fr)** : ce service permet de rechercher, consulter et commander des feuilles de plan cadastral ;
- **[immobilier-etat.gouv.fr](https://immobilier-etat.gouv.fr)** : le site de l'immobilier de l'État recense toutes les ventes réalisées par la direction de l'immobilier de l'État (DIE). L'ensemble de ces ventes est accessible à tous, selon les modalités précisées pour chacune des offres. Il recense également l'ensemble des ventes mobilières et des dons mobiliers.

## L'accueil téléphonique des personnes sourdes et malentendantes à la Direction générale des Finances publiques

Afin d'accueillir dans les meilleures conditions les usagers en situation de handicap auditif qui contactent notre numéro national - le **0 809 401 401** - nous avons recours depuis 2020 à la plateforme **Acceo**. L'utilisation de cette plateforme fait partie des différentes actions menées en faveur des personnes en situation de handicap, que ce soit en matière d'accueil téléphonique ou en matière de formation et de sensibilisation de nos agents.

L'accès au service se fait par le téléchargement de l'application sur smartphone, ordinateur ou tablette. Un lien vers l'application est disponible depuis notre page d'accueil sur *impots.gouv.fr*

En 2022, plus de **3700 échanges** ont ainsi été menés.

## Accessibilité

L'accueil  
téléphonique des  
personnes sourdes  
et malentendantes  
à la DGFIP.

0 809 401 401 et Acceo



Pour plus d'information sur les 3 modes de communication proposés, rendez-vous sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) > QUALITÉ DE SERVICE > [Sourds et malentendants – Accéo](#)



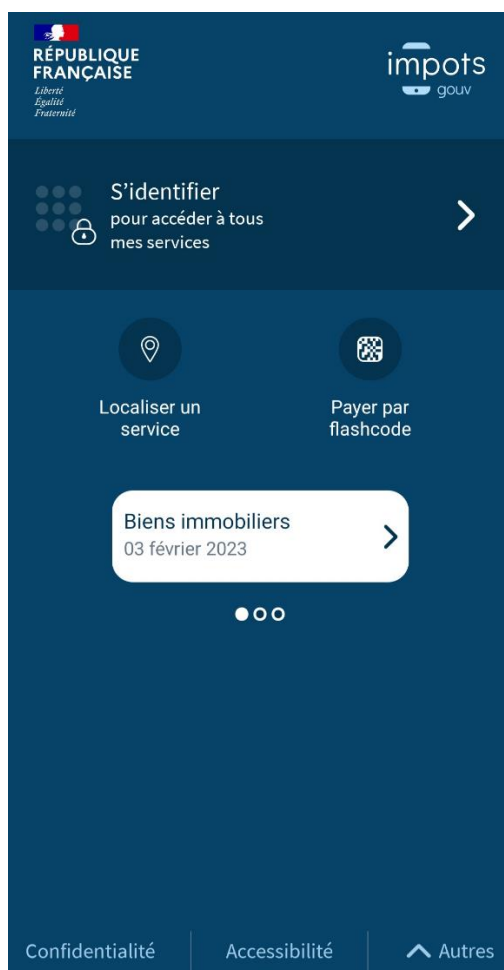
## NOUVEAU : GÉOLOCALISEZ-VOUS SUR L'APPLI IMPOTS.GOUV ...

... et trouvez tous nos services de proximité

### L'APPLICATION IMPOTS.GOUV ÉVOLUE

Grâce à son système de géolocalisation, l'application **impots.gouv**, disponible sur smartphones et tablettes, vous permet de localiser les différents services de la DGFIP situés autour de vous et qui vous permettent de réaliser une démarche.

Il peut s'agir d'un service des Finances publiques pour les particuliers ou les professionnels, un espace France Services ou encore un buraliste qui, dans le cadre du paiement de proximité, vous permettra de payer vos impôts, vos factures locales ou hospitalières et vos amendes.



<

Localiser un service

Me géolocaliser

En savoir plus

Distance

5 km

>

Démarches

Indifférent

>

Services

Indifférent

>

Rechercher

16:05

<

Services à proximité

**LE PIAZZA**

0,51 km

BURALISTES

2 ALLEE PABLO NERUDA

93160 NOISY-LE-GRAND

Horaires : aucun

Accueil sur RDV : aucun

PAYER MES IMPÔTS

PAYER MES FACTURES LOCALES (CANTINE, CRÈCHE...)

PAYER MES FACTURES D'HÔPITAL

PAYER MES AMENDES

**SGC NOISY-LE-GRAND**

0,63 km

CENTRE DE FINANCES PUBLIQUES

9 BD DU REMPART

93160 NOISY-LE-GRAND

T093034@DGFIP.FINANCES.GOUV.FR

01 57 33 90 90

Horaires : LU-MER-VEN 9H-12H

Accueil sur RDV : ET TLJ SUR RDV SF JEU

OBTENIR UN RENSEIGNEMENT, EFFECTUER UNE DÉMARCHE

PAYER MES FACTURES LOCALES (CANTINE, CRÈCHE...)

**IMPOTS.GOUV.FR :****LA SÉCURITÉ, NOTRE PRIORITÉ**

La Direction générale des Finances publiques est particulièrement vigilante quant à la sécurisation des applications qu'elle met à disposition des usagers. Celles-ci font l'objet d'adaptations régulières pour prévenir les pratiques malveillantes susceptibles d'en menacer l'intégrité.

Plusieurs initiatives ont ainsi été prises, récemment, pour garantir la sécurité de l'espace particulier du site *impots.gouv.fr*, en particulier s'agissant des mots de passe :

- augmentation du nombre de caractères autorisés ;
- utilisation possible de caractères spéciaux ;
- facilitation et encouragement au recours à des gestionnaires de mots de passe ;
- interdiction des mots de passe triviaux ou comportant certains éléments de l'identité d'un usager (prénom, nom, date de naissance...).

Toute modification réalisée depuis l'espace particulier (qu'il s'agisse du mot de passe, du numéro de téléphone portable ou encore de l'adresse électronique) est suivie d'un courriel d'information à l'utilisateur. Un SMS de confirmation est aussi adressé à l'utilisateur tant sur l'ancien numéro de portable validé que sur le nouveau.

Enfin, et sous réserve que l'utilisateur ait bien communiqué son numéro de portable, les opérations sensibles (communication du numéro fiscal par courriel, renouvellement du mot de passe ou changement du RIB) requièrent désormais la saisie d'un code temporaire (dit « OTP »), adressé par SMS.

**Afin de renforcer la sécurité de l'accès à votre espace personnel**, la DGFIP vous invite :


- **à renforcer la sécurité de votre mot de passe de messagerie personnelle** (cf. conseils ci-dessus) ;
- **à nous communiquer votre numéro de téléphone portable** si ce n'est déjà fait, ce qui nous permettra de vous adresser par SMS des informations, demandes de confirmation ou des mots de passe en cas d'intervention dans votre espace personnel.

## CONSULTER LES ERREURS LES PLUS FRÉQUENTES

Afin de prévenir les erreurs ou omissions dans votre déclaration de revenus, vous pouvez consulter la liste des erreurs les plus fréquentes et les explications pour les éviter.

Cette liste, régulièrement mise à jour, est disponible sur le site Services Publics + à l'adresse [www.plus.transformation.gouv.fr](http://www.plus.transformation.gouv.fr), dans la rubrique J'ai droit à l'erreur > conseils pour éviter les erreurs les plus fréquentes > [je déclare/je paie mes impôts](#).

De plus, lorsque vous déclarez depuis votre espace particulier sur *impots.gouv.fr*, ces erreurs sont signalées dans les rubriques de la déclaration concernées.

En cliquant sur l'icône  , une fenêtre affiche les informations utiles pour éviter les erreurs.

Pour les usagers qui reçoivent leur déclaration de revenus au format papier, un encart reprenant ces erreurs est joint à l'envoi postal.

### Liste des erreurs les plus fréquentes :

- Mon enfant est devenu majeur et j'oublie de le rattacher à ma déclaration de revenus
- J'ai oublié de déclarer les revenus de mes enfants à charge
- J'oublie de cocher la case « parent isolé » (case T)
- Je suis divorcé(e) ou séparé(e) et je ne déclare pas correctement les enfants qui sont à ma charge
- Je ne déclare pas correctement une pension alimentaire
- Je n'ai pas opté pour l'imposition au barème de mes revenus de capitaux mobiliers (RCM) et de mes plus-values de valeurs mobilières (PVM) alors que cette option me serait favorable
- Je ne déclare pas correctement mes revenus fonciers
- Je déclare à tort des charges non déductibles
- Je ne déclare pas correctement mes dons
- Je me trompe sur le montant des frais de garde de mes jeunes enfants
- J'oublie de déclarer que mes enfants à charge poursuivent leurs études
- Je ne déclare pas correctement des dépenses liées à la perte d'autonomie
- J'emploie un salarié à domicile, je suis bénéficiaire d'une aide personnalisée d'autonomie ou d'une prestation de compensation du handicap et je ne complète pas correctement ma déclaration de revenus
- J'ai perçu de l'avance immédiate de crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et je ne sais pas compléter ma déclaration de revenus
- Je suis assistant(e) maternel(e) ou assistant(e) familial(e) ou journaliste et je ne déclare pas correctement mes revenus

## Exemple :

# J'oublie de déclarer que mes enfants à charge poursuivent leurs études

Si mes enfants à charge poursuivent des études secondaires ou supérieures, je bénéficie d'une réduction d'impôt.

Il s'agit des enfants mineurs à ma charge, ou des enfants majeurs rattachés à mon foyer fiscal.

**Attention :** Pour que la réduction d'impôt puisse s'appliquer, il faut que l'enfant poursuive des études au 31 décembre de l'année des revenus déclarés.

### Pour éviter les erreurs :

- Pour que la réduction d'impôt puisse s'appliquer, il faut que mon enfant poursuive des études au 31 décembre de l'année des revenus déclarés. S'il a terminé ses études en juin de l'année des revenus, je ne peux pas prétendre à la réduction d'impôt.
- Les enfants en apprentissage, en congé formation ou en contrat d'études avec leur employeur ne permettent pas d'obtenir la réduction d'impôt.
- Je dois remplir la rubrique adéquate en fonction du niveau de scolarité suivi par mon enfant : collège / lycée ou enseignement supérieur (rubriques 7EA, 7EC ou 7EF, et pour un enfant en garde alternée 7EB, 7ED ou 7EG). Les montants de réductions d'impôt que je peux obtenir sont différents selon le niveau de scolarité des enfants.

### Pour m'aider :

En utilisant la déclaration en ligne, les rubriques sont adaptées à ma situation. Ainsi, je suis accompagné dans mon parcours en fonction des enfants à charge que j'ai déclarés.



## AMÉNAGEMENT DU PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE POUR CERTAINS EMPLOYEURS...

*...établis hors de France (cf. art. 3 de la  
Loi de Finances pour 2023)*

**Aménagement du prélèvement à la source pour certains employeurs établis hors de France qui emploient des salariés fiscalement domiciliés en France et qui y exercent ponctuellement leur activité.**

### QUEL CADRE LEGISLATIF ?

---

L'article 3 de la loi de finances pour 2023 aménage, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, le mécanisme du prélèvement à la source (PAS) pour certains employeurs établis hors de France qui emploient des salariés fiscalement domiciliés en France et non assujettis à un régime obligatoire français de sécurité sociale dès lors qu'ils exercent ponctuellement en France leur activité, notamment en recourant au télétravail.

En application de cette réforme, l'administration fiscale française prélèvera désormais sur le compte bancaire du contribuable un acompte en fonction de ses revenus au titre de son activité en France et de son taux de PAS, à la place de la retenue à la source du PAS.

### QUI EST CONCERNE<sup>7</sup> ?

---

En pratique, sont essentiellement concernés les employeurs :

- situés dans l'un des 27 Etats membres de l'UE, en Islande, en Norvège ou au Royaume-Uni ;
- pour les salaires versés à leurs salariés résidents fiscaux français qui exercent leur activité professionnelle dans l'un de ces pays et en France, l'activité en France n'y étant pas substantielle.

---

<sup>7</sup> Ce dispositif s'applique aux traitements et salaires de source française imposables en France, lorsqu'ils sont versés :  
 • par une entreprise étrangère établie hors de France dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi qu'une convention d'assistance mutuelle en matière de recouvrement ;  
 • à des salariés, résidents fiscaux de France, qui par application de l'article 13 du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, ne sont pas à la charge d'un régime obligatoire français de sécurité sociale, pour les périodes au titre desquelles ces revenus sont versés, et qui exercent ponctuellement une partie de leur activité en France, notamment en recourant au télétravail.

Pour le Royaume-Uni, ne sont concernés que les salariés résident fiscaux français qui se trouvent dans l'une des situations prévues à l'article 30 de l'accord de retrait entre l'UE et le Royaume-Uni du 17 octobre 2019, à savoir principalement ceux qui étaient affiliés à la sécurité sociale britannique avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et qui le sont demeurés sans interruption.

## COMMENT ÇA MARCHE ?

---

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les employeurs concernés ne prélèvent plus l'impôt français via le mécanisme de la retenue à la source. **Ils devront toutefois transmettre annuellement à l'administration fiscale française la rémunération imposable en France versée aux salariés concernés via les modalités déclaratives habituelles.**

Ces derniers **devront générer dans leur espace « Gérer mon prélèvement à la source » sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) un acompte de PAS pour éviter de devoir payer l'intégralité de leur impôt sur le revenu 2023 à l'été 2024.** Ils sont invités à consulter les informations pratiques mises en ligne sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) sur ce sujet. En cas de difficultés, ils peuvent contacter les services de la DGFIP via les canaux de communication habituels, comme la messagerie sécurisée de leur espace en ligne, ou le numéro d'appel national 0 809 401 401 (appel non surtaxé).

**Êtes-vous concerné ?** Toutes les informations sur :

- [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) > Particulier
- et sur :
- [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) > International

**Qu'est-ce qu'un acompte ? Qu'est-ce que ça change ?** Toutes les informations sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) > Particulier > Payer mes impôts, taxes, amendes... > Je paye mon impôt sur les revenus > [Les acomptes de prélèvement à la source](#).

## **LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS FISCALES SUR LES REVENUS 2022**

### **SITUATION DU FOYER**

---

Les veufs et veuves de plus de 74 ans dont le conjoint était titulaire de la carte du combattant au moment de son décès bénéficient également de la majoration d'une demi-part, quel que soit l'âge auquel le conjoint est décédé (exemple, veuve ayant 75 ans en 2022 et dont le conjoint décédé en 2010 était titulaire de la carte du combattant).

(LF 2023, art. 8 ; CGI art. 195)

### **TRAITEMENTS ET SALAIRES**

---

Les pourboires perçus en 2022 et 2023 par les salariés en contact avec la clientèle sont exonérés d'impôt sur le revenu et de cotisations et contributions sociales. L'exonération ne s'applique que pour les salariés percevant, au titre des mois concernés, une rémunération n'excédant pas 1,6 Smic (par exemple, 2 030,45 € au titre du mois de mars 2022<sup>8</sup>). Les sommes concernées sont celles remises volontairement soit directement aux salariés, soit à l'employeur et reversées par ce dernier au personnel en contact avec la clientèle.

(LF 2022, art. 5)

Le plafond annuel des heures supplémentaires ou complémentaires exonérées est porté de 5 000 € à 7 500 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. La monétisation des jours de repos ou de RTT entre le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et le 31 décembre 2025 est exonérée d'impôt sur les revenus dans la limite commune de 7 500 € avec les heures supplémentaires et complémentaires exonérées.

(LFR 2022, art. 4 et 5 ; CGI art. 81 quater)

La prime de partage de la valeur (PPV) a remplacé en juillet 2022 la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (Pepa). Jusqu'au 31 décembre 2023, elle est exonérée d'impôt sur le revenu dans la limite de 3 000 € par bénéficiaire et par année civile.

Ce plafond d'exonération est porté à 6 000 € pour les salariés des entreprises couvertes par un accord d'intéressement ou, dans les entreprises de moins de 50 salariés, par un accord de

---

<sup>8</sup> Attention ce seuil n'est pas valable pour l'ensemble de l'année, le montant du SMIC ayant changé à plusieurs reprises en 2022, le 1<sup>er</sup> mai puis le 1<sup>er</sup> août.

participation à la date de versement de la prime ; il s'applique également, sans condition, dans les associations et fondations d'utilité publique et dans les ESAT.

(Loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat, art. 1 et suivants)

Les frais de covoiturage engagés par un salarié, en tant que passager, pour les trajets qu'il effectue entre son domicile et son lieu de travail constituent des frais professionnels déductibles en cas d'option pour la déduction des frais réels.

(LFR 2022, art. 20 ; CGI art. 83)

## RÉDUCTIONS ET CRÉDITS D'IMPÔT

---

Les contribuables qui utilisent le crédit d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile, d'une association agréée ou à un organisme habilité ou conventionné doivent préciser dans leur déclaration de revenus la nature des services au titre desquels ces dépenses ont été engagées.

(LF 2023, art. 18 ; CGI art. 199 sexdecies)

Le plafond du crédit d'impôt pour frais de garde des enfants de moins de six ans est revalorisé de 2 300 € à 3 500 € par enfant.

(LF 2023 art. 20 ; CGI art. 200 quater B)

Le montant du crédit d'impôt en faveur de la formation des dirigeants de microentreprises (entreprises de moins de dix salariés et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan est inférieur à 2 M€) est doublé pour les heures de formation effectuées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2022. Il est prorogé jusqu'au 31 décembre 2024.

(LF 2022, art.19 et 46 ; CGI art. 244 quater M).

Le crédit d'impôt pour premier abonnement à la presse est accordé sous conditions de ressources à compter du 13 juin 2022 et il a pris fin au 31 décembre 2022.

(LF 2022, art. 78 ; LF 2023, art. 21 ; CGI art. 200 sexdecies)

## PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE

---

L'impôt sur les revenus dû par certains salariés fiscalement domiciliés en France, non affiliés à la sécurité sociale française, employés par des sociétés étrangères sans établissement stable en France, et correspondant à une activité exercée en France (notamment en cas de télétravail), est dû et acquitté par ces mêmes salariés via le mécanisme de l'acompte contemporain du prélèvement à la source, et non plus via une retenue à la source effectuée sur le salaire par l'employeur.

(LF 2023, art. 3 ; CGI art. 204 C)

## DIVERS

---

L'avis d'impôt sur les revenus mentionne le taux moyen d'imposition du foyer fiscal ainsi que le taux marginal d'imposition.

(2ème LFR 2022 Art. 13 ; CGI art. 170).

Dans le cadre des mesures en faveur du pouvoir d'achat des ménages, la contribution à l'audiovisuel public (CAP) est supprimée pour tous dès le 1<sup>er</sup> janvier 2022. La case ORA permettant d'indiquer la non détention d'un téléviseur est retirée de la déclaration de revenus.

(LFR 2022 art. 6)

## **EN AVOIR POUR MES IMPÔTS ?**

« En avoir pour mes impôts » est une opération du Ministère des Comptes Publics visant à faire la transparence sur l'utilisation des impôts collectés ; et consulter les Français pour optimiser leur utilisation en fonction de leurs retours.

### **Faire la transparence :**

Sur le site du ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, une page explique aux citoyens comment sont utilisés leurs impôts.

Il permet de faire connaître ou de rappeler aux contribuables de manière concrète comment sont utilisés leurs impôts, y compris dans les domaines d'intervention de l'État et des autres administrations publiques auxquels ils n'auraient peut-être pas pensé, comme les routes, le cinéma, les transports...

### **LES IMPÔTS AU QUOTIDIEN**

---

Cette rubrique propose à l'internaute de choisir parmi plusieurs thématiques (Education, Santé, Transports et mobilité, Sécurité et justice, Sport, culture et loisirs, ...) représentant le quotidien des Français. Pour chaque thématique, des informations concrètes sur le coût réel d'un service public ou sur des prestations, des aides financées par l'Etat sont proposées.

### **LES IMPÔTS PRES DE CHEZ MOI**

---

Les Français pourront avoir accès, en ligne et dans leurs centres des impôts, espaces France Service, Préfecture, etc. aux projets et politiques publiques financés près de chez eux grâce à l'impôt. Cette valorisation locale de l'utilisation des impôts permettra de concrétiser son impact au plus près des territoires.

## LES IMPÔTS À LA LOUPE

---

Une autre rubrique, intitulée « les impôts à la loupe » détaille de manière pédagogique et illustrée les différents prélèvements obligatoires et leur fonctionnement en répondant à des questions simples :

- Qui paie des impôts ?
- Quand paie-t-on des impôts ?
- Quels sont les différents prélèvements obligatoires ?
- Quels sont les grands domaines de dépenses de l'État (protection sociale, éducation, défense...) ?

Pour accéder au site, rendez-vous sur [economie.gouv.fr](http://economie.gouv.fr) > Nos services en ligne > [A quoi servent mes impôts](#).

### Consultation « EnAvoirPourMesImpôts »

**Cette grande consultation intitulée « En avoir pour mes impôts » se fera au plus proche des Français** et sera accessible à tous. Chaque Français pourra ainsi exprimer sa vision de la manière dont les deniers publics doivent être dépensés, sur quelles priorités, pour quel service public, etc. La démarche est claire : permettre aux Français de s'exprimer et en tirer des conclusions pour les prochains budgets.

**Cette opération sera lancée d'ici le mois de mai.**

# EnAvoirPour MesImpôts



**DGFIP**

**Cabinet-communication**

**Avril 2023**